

1645



lg. 828

1^{re} Année. — N° 4.

8 Mars 1917

LA
REVUE
DE LA
PRESSE
PARAISANT TOUS
LES JEUDIS
C

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48

A nos Lecteurs

L'œuvre de documentation que nous présentons au public a pour but de lui faire connaître l'opinion qui se manifeste dans les pays les plus importants de l'Europe, par la voie des journaux.

Il est, croyons-nous, utile à chacun de connaître exactement les pensées de ses amis et de ses ennemis.

Notre journal se renseignera d'une façon scrupuleusement exacte sur les sources des articles qu'il reproduira en tout ou partie.

La Revue de la Presse

PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse par semestre Fr. **4,50**
Etranger » » **5 50**

POUR LA PUBLICITÉ

s'adresser 13, avenue des Bosquets, Genève,
L'Administration décline toute responsabilité
quant aux insertions faites par le Service de la publicité.

PRIX DU NUMÉRO

Suisse **25** centimes
Etranger **30**

1^{re} Année

8 Mars 1917

N° 4

FRANCE

Le blocus des sous-marins allemands

Sur l'efficacité du blocus allemand, les avis diffèrent singulièrement. *L'Echo de Paris* affiche un optimisme inébranlable, signale que le mouvement des grands ports italiens reste normal et se réjouit de voir que, malgré un « léger fléchissement dans le chiffre des entrées et des sorties » Marseille, comme par le passé, reçoit les produits du monde entier (seulement, faute moyens de transport, des centaines de mille tonnes de marchandises encombrant les docks et les quais).

Il dévoile une ruse de M. de Bethmann-Hollweg déclarant avec audace au Reichstag qu'aucun sous-marin allemand n'avait été coulé ni capturé :

Quelques jours auparavant, un contre-torpilleur anglais attaquant un sous-marin ennemi, avait atteint le sous-marin et tué le capitaine. Le sous-marin plongeait aussitôt, mais endommagé. Il fut contraint de remonter à la surface. Il fut capturé et les hommes d'équipage furent faits prisonniers. Au moment où il parlait, Bethmann connaissait parfaitement l'aventure de ce sous-marin et de son équipage.

La *Dépêche* s'inscrit en faux contre le lyrisme de commande affecté par l'amiral von Capelle (le remplaçant de Tirpitz) qui prétend que les résultats du blocus ont dépassé toutes les prévisions de l'Allemagne. Elle espère que, dès que les bateaux marchands seront armés, les sous-marins « deviendront beaucoup moins redoutables » et que la proportion des unités coulées par eux « tombera à 10 % » ce qui, ajoute-t-elle, « est encore trop évidemment ». Et la *Dépêche de Toulouse* conclut sur un ton modéré :

En somme, le blocus allemand — tout en constituant une menace sérieuse, nous l'avons déjà constaté et nous y insistons — ne saurait apporter à l'ennemi de grandes satisfactions et les bénéfices qu'il en attend. C'est une nouvelle grande offensive qui échoue.

Mais, dans le *Petit Journal*, l'amiral Degouy considère la situation comme très sérieuse. Tout

en conservant l'espoir que les sous-marins ennemis finissent par connaître « la déconfiture » il s'exprime avec gravité :

Je suis bien fâché de dire qu'à regarder les choses de près, la signification des faits actuels se modifie d'une manière très marquée.

Ces faits, tout d'abord, sont de l'ordre économique, et l'on sait que les répercussions n'en peuvent pas apparaître immédiatement. Quinze jours, c'est peu de chose. Attendons deux ou trois mois pour bien juger, parce qu'alors, justement, toutes les répercussions se seront produites. N'oublions pas d'ailleurs que ce qui importe avant tout, c'est ce qui se passera en Angleterre. L'Angleterre a beaucoup plus besoin que nous des arrivages de l'extérieur. C'est elle que visent surtout les submersibles allemands; c'est elle qu'ils prétendent bloquer; c'est elle qu'ils veulent affamer... Et ils s'y prennent un peu tard, disons-le tout de suite, avec un judicieux critique de Berlin même, le capitaine de vaisseau von Persius. Elle a déjà fait ses provisions certainement.

Mais il y a autre chose, beaucoup d'autres choses. Les destructions de navires marchands n'ont pas diminué. Soit! Je le crois, puisqu'on nous l'affirme. Mais remarquez-vous que dans les listes des victimes publiées quotidiennement, il n'y a presque plus de neutres? Presque plus surtout de ces Scandinaves, de ces « rouliers des mers » dont l'Angleterre et nous — sans parler de l'Italie — avons tant besoin. Or voilà la grande affaire et où apparaît bien le caractère très particulier, très habile, en un certain sens, de l'entreprise allemande. Ce n'est pas nous, seulement, les belligérants, qui sommes bloqués. Ce sont aussi les neutres. Ils l'ont d'ailleurs tous bien senti et leurs protestations officielles en font foi, si vaines qu'elles soient, en fait.

Ajoutez à cela que les taux d'assurances ont fait des bonds étonnants (en Norvège, c'est pis: on n'assure plus...) et que les prix de frets deviennent prohibitifs.

Il y a encore un facteur, signalé par l'amiral, et dont les statisticiens auraient grand tort de ne pas tenir compte, celui-ci: « Si l'on torpille moins, c'est qu'il y a beaucoup moins de bateaux sur les mers... »

Un autre marin, le vice-amiral Fournier, croit pouvoir certifier que les résultats du blocus ont déçu les espoirs germaniques, mais il en tire la conséquence qu'une action militaire va venir appuyer le travail des sous-marins en attaquant Calais, parce que le caractère particulièrement

agressif de cette opération contre nos alliés la rendra populaire (« Gott strafe England ») :

L'occupation de ce secteur de Calais, de Dunkerque à Boulogne, par les troupes du kaiser, faciliterait l'entrée des sous-marins allemands dans la Manche par l'est, et leur cheminement vers les régions fructueuses de leur croisière par un chenal de sécurité longeant la côte, sous la protection des dragueurs et des patrouilleurs allemands.

Cet expédient n'aurait rien d'in vraisemblable
Caveant consules!

L'attitude des Etats-Unis

Depuis longtemps les Etats-Unis et l'Empire allemand sont « au bord de la guerre », comme l'a dit M. Lansing. Le *Temps* explique doctement le point de vue américain suivant lequel « le commerce doit pouvoir reprendre son cours normal sans être soumis au bon vouloir de l'Allemagne » :

C'est un sentiment que partagent tous les citoyens de l'Union chez lesquels les rêveries pacifistes ou l'influence de leur origine allemande n'ont pas altéré le libre arbitre et la notion de la dignité nationale. Les navires marchands seront armés avec des canons que leur fournira le gouvernement. La marine de guerre américaine pourra être appelée à protéger les bateaux, les marins et les passagers américains dans leurs voyages pacifiques et légitimes en haute mer...

Le président Wilson n'est pas suspect de vouloir le conflit. Il a fait à la paix des sacrifices qui prouvent sa longanimité. Mais il n'abandonnera pas les droits les plus essentiels des citoyens américains dont la défense lui incombe.

L'Oeuvre se défend de pronostiquer l'avenir mais, néanmoins, elle espère :

Dès maintenant, on ne doute plus que tous les navires de commerce seront armés, précision de fait qui souligne une toute récente indication de principe. Nous ne pouvons préjuger encore quel sera le caractère des hostilités entre les Etats-Unis et l'Allemagne, une certaine gradation est possible, mais il nous paraît improbable, aujourd'hui, que la rupture militaire soit évitée.

Le *Gaulois* montre également de la circonspection, il prévoit que le Congrès donnera son approbation au projet d'armement des navires marchands, de façon que le président pourra utiliser la marine nationale pour protéger le trafic. Ce sera déjà un grand pas vers l'état de guerre :

Gardons-nous, toutefois, de conclusions prématurées. M. Wilson, seul juge de l'opportunité de « l'acte décisif », l'accomplira lorsqu'il aura la certitude que le pays tout entier l'approuve et comprend que l'honneur national lui prescrit de tirer l'épée.

Paris-Midi croit (et il le dit avec une verve pittoresque) que l'amirauté de Washington détruira de son mieux les sous-marins allemands pernicieux pour la sécurité américaine, mais qu'elle se bornera à ce rôle purement défensif. Pourquoi ? « C'est une idée que j'ai comme ça », répondait l'astronome à qui l'on demandait sur

quoi il fondait son opinion concernant le temps qu'il devait faire le lendemain :

M. Wilson est pacifiste, et même pacifiste mystique, religieux ; c'est-à-dire que je le crois très capable de mettre un canon de gros calibre sur chacune des chaloupes de la flotte américaine, avec ordre de tirer sur le moindre bâton flottant, mais quant à déclarer la guerre, c'est une toute autre affaire. Ce sera plutôt quelque chose d'analogue à des opérations de police où il y a de part et d'autre risque sans que le but des partis en présence soit de donner la mort. Et ainsi le président Wilson, lorsqu'il aura vécu sur cette terre d'horreur et de bêtise les jours qui lui sont dévolus pourra se présenter devant l'Eternel dans la robe blanche de son baptême, la conscience pure et les mains nettes, n'ayant point failli à son idéal!

Que le Japon puisse s'unir à l'Allemagne contre l'Amérique, c'est-à-dire, dans l'espèce, contre la France, l'Angleterre et la Russie avec lesquelles la lient des traités formels, c'est une conception bizarre dont *l'Eveil* s'amuse sans réserve :

Croire le Japon capable de jongler avec les traités comme avec des chiffons de papier, c'était le juger à sa propre image. Le supposer assez aveugle pour ne pas voir le piège qui lui était tendu, alors que tous ses intérêts le lient aux Alliés, c'était faire montre d'une étonnante absence de perspicacité.

A en croire *l'Heure*, ce travail souterrain témoignerait de sottise plus encore que de mauvaise foi :

Cette même Allemagne qui, depuis plus de quinze ans, s'est plainte qu'on essayât de détacher d'elle ses alliés, tentait de séduire le Japon par de louches propositions. Mais c'est ici que la maïserie l'emporte sur la perfidie. Car on voit mal le Japon rompant ses engagements et renversant ses plans, sur le simple appel de M. Carranza.

Tout joyeux, le *Figaro* s'égaye des projets « saugrenus » de la Wilhemstrasse et surtout de leurs résultats ; selon le mot de Roosevelt « l'Allemagne avait le doigt sur la gâchette, elle vient de presser la détente » :

Tout est donc bien qui finit bien, et il ne reste de cette vilaine histoire qu'une preuve de plus de la déchéance morale allemande, avec en plus la certitude que cette déchéance morale se double maintenant d'une insondable bêtise, car la dépêche du secrétaire d'Etat allemand est pis qu'une maladresse, c'est l'acte d'un imbécile. Il fallait être en effet, non seulement peu perspicace pour croire à la réussite d'un pareil plan, mais doué d'une invraisemblable dose de naïveté pour en avoir laissé une preuve écrite.

L'Action française ne cache pas son admiration pour la prestesse avec laquelle M. Wilson qui gardait depuis longtemps aux Allemands « un chien de sa chienne » vient de retourner contre eux, astucieusement, une sorte de coup de la dépêche d'Emis :

Menacer les Etats-Unis du Mexique et du Japon, même si la menace japonaise est absurde, même si la menace mexicaine est débile, c'était leur mettre devant les yeux la seule image qui pût déterminer leur résolution. C'était leur faire sentir un aiguillon dans leur chair.

Tel est le dernier chef-d'œuvre de la diplomatie allemande, M. Wilson l'a magistralement exploité. Averti de l'intrigue de M. Zimmermann et du comte Bernstorff, il a gardé le document dans sa poche jusqu'au jour où il a jugé que la publication en aurait un effet éclatant.

L'esprit de la politique américaine, souvent accusée par les Européens de pacifisme outrancier, parfois même de mysticisme, se révèle, dès que ses intérêts sont en jeu, froidement réaliste :

Elle devient tantôt la « diplomatie du dollar » et tantôt celle du « gros bâton ». L'Amérique l'a bien montré, ces dernières années encore, dans les affaires de Cuba, du Mexique, de Saint-Domingue. Les Allemands ont beau être séparés du « big stick » par la largeur des mers, ils pourraient bien en venir à éprouver le poids du gourdin.

C'est une affaire de quelques heures, déclare le sénateur de la Guadeloupe Henry Bérenger, les Etats-Unis vont entrer sûrement dans la lutte. Et, dès lors, c'est une nouvelle échéance de la guerre qui commencera, car l'Allemagne ne cédera que devant la défaite. Or elle n'est pas encore défaite :

... Avec ses trois complices — Autriche, Bulgarie, Turquie — avec quelques petits neutres d'Europe qui sont ses complaisants, sinon ses complices, l'Allemagne forme encore un bloc militaire et industriel qu'il serait puéril de croire à la veille de se rendre.

L'Allemagne fabrique toujours quinze cent mille tonnes d'acier par mois, c'est-à-dire de quoi faire un million d'obus par jour et autant de canons, de mitrailleuses, d'avions, de sous-marins qu'il lui est utile pour continuer la guerre.

L'Allemagne dispose encore de plusieurs millions de soldats combattants. Et sa mobilisation civile, faite à temps, lui a assuré des millions d'ouvriers et d'ouvrières pour son agriculture, ses mines de fer et de charbon, ses chemins de fer et ses canaux.

Et l'Allemagne reste toujours pangermanisée solidement autour de sa dynastie, de son kaiser, de son grand état-major.

Une pareille machine de guerre, installée au cœur de l'Europe et même du monde, n'a pu être qu'ébranlée en trente et un mois.

Elle ne sera pas démantibulée en trente et un jours.

Ceux qui disent ou écrivent le contraire sont des bourreurs de crâne ou des crânes bourrés, ce qui est aussi stupide l'un que l'autre.

L'opinion sénatoriale, pour s'exprimer avec une familiarité médiocrement parlementaire, n'en reste pas moins exacte. Prédire l'écroulement des empires centraux à brève échéance est une stupidité. Tout ce que l'on peut reconnaître, avec l'*Echo de Paris*, c'est que l'appoint des Etats-Unis est précieux :

L'entrée en scène des Etats-Unis changera l'aspect de la grande guerre. Les problèmes, en s'élargissant, se présenteront dans l'ordre le plus équitable. On mettra nécessairement au premier rang tout ce qui peut garantir la paix au monde et la liberté aux individus. La cause de la France n'y perdra pas.

Dire plus, ce serait dire trop.

Le recensement du charbon

La période de gêne dans laquelle sont entrés, l'un après l'autre, tous les pays sans exception

détermine des « réactions » forcément très diverses selon la condition, l'éducation et le caractère des gens. Dans la *Dépêche*, M. Camille Mauclair note que tous les hommes, à quelque classe qu'ils appartiennent, semblent en proie à un malaise confus :

Tous sont également hantés par une impression de stupeur, une déception vague, qui viennent de plus loin et de plus profond que des circonstances, à tel point qu'on s'en prend peu aux hommes responsables, parce que chacun sent qu'ils ne sont eux-mêmes que les jouets d'une loi abstraite. Ils n'ont pas tous fait de leur mieux et certains, même, ont mal agi ; mais pour eux comme pour ceux qui feront de leur mieux, l'inévitable n'est point évitable, et s'il y a culpabilité, elle s'étend jusqu'à nous tous. A ceux qui gaspillèrent sans prévoir nous n'avons pas apporté le concours de notre autonomie énergétique ; et surtout, nous n'avons pas cru sans examen à certains droits acquis. Les privations qui agacent nos habitudes sont en quelque sorte des critiques en marge de notre sécurité sociale, véritable catéchisme.

Quelques-uns, déçus, tombent dans l'anarchisme, « qui n'est qu'une sorte de fakirisme rageur » dit spirituellement Mauclair, ils ont tort. Et ceux-là ont tort aussi, qui se demandent avec un effroi scandalisé si c'est la fin du monde, parce qu'on ne peut pas aller au théâtre tous les soirs, parce que le sucre se fait rare, le chauffeur de taxis inabordable, et le pain rassis :

Ils ne se rendent pas compte que cette petite révolution gênante et ridicule dans leurs habitudes n'est que l'image minuscule des vastes détraquements qui peuvent se produire dans le monde entier, où tout n'est que relativité et expédient en face des lois naturelles.

Or, ces lois naturelles comportent l'accident ; l'un des accidents les plus désagréables est le manque de charbon.

Un député de Paris ayant conseillé à M. Herriot de procéder au recensement des stocks de charbon, afin d'en assurer une répartition équitable, le ministre du ravitaillement s'empressa de répondre qu'il venait de donner des ordres à cet effet, relativement aux provisions de charbon dépassant les besoins de trente jours, « tant dans les usines que chez les particuliers ».

Or, les particuliers se sont élevés contre cette ingérence administrative avec une violence que le « caviar » de la Censure n'a pu complètement dissimuler. Le *Figaro* gouaille sans pitié le projet ministériel :

Nous voilà prévenus. Nous ne pourrions allumer nos feux de poêles mobiles, de cheminées ou de calorifères, le 15 octobre, qu'avec la perspective agréable de recommencer, le 15 novembre, la petite course au charbon qui a si agréablement occupé l'hiver présent.

Que M. Herriot soit pressé de savoir que le petit ménage du cinquième a deux sacs de coke dans sa cave et le riche financier du premier, 6,000 kilos d'antracite dans les siennes, cela prouve en faveur de ses dons de curiosité.

Ces renseignements si importants permettront, dit-on au ministère des travaux publics, d'établir une statistique. A quoi sera-t-elle utile ? Le soin de répondre à cette question est laissé à nos méditations.

Mais nous croyons plutôt que le ministre du ravitaillement, hanté par des histoires d'accaparement, a l'intention

de découvrir des mines dans les sous-sols des Parisiens et de les exploiter quand les ministères manqueront de combustible.

Hélas! quelle déception!... Le jour où M. Herriot s'est déclaré prêt à porter au besoin le charbon sur son dos, tout le monde a applaudi le ministre. On n'avait pas compris qu'il s'agissait d'emporter ce charbon de nos caves...

Le *Temps*, non moins amer, demande ironiquement si ces visites domiciliaires ont pour but de préparer des fiches à l'usage des statisticiens futurs qui, dans deux ou trois siècles, soutiendront en Sorbonne leurs thèses sur « Le charbon à travers les âges » :

Quoi qu'il en soit, nous voilà tenus, pour satisfaire une curiosité dont profiteront peut-être nos arrière-neveux, d'offrir aux agents d'un pouvoir volontiers inquisiteur le compte détaillé des briques et briquettes, boules et boulets que nous avons pu acquérir chez le charbonnier du coin, en dépit de l'immobilité des péniches et de la crise des transports. On fera de beaux états de la situation, avec de grandes marges, l'administration n'étant pas avare de ce papier, dont elle mesure parcimonieusement le format dès qu'il s'agit de l'expression de la pensée française par la voie de la presse, et que l'on prodigue, d'ailleurs, en affichages, d'innombrables arrêtés. Pour grossir à souhait le dossier du charbon et pour établir de savantes nomenclatures, on distinguera soigneusement la braise et la braisette, le poussier et l'escarbille, la houille et la tourbe, le charleroi et le cardiff, la gailletterie, la gaillette et le gailletin, sans oublier la « tête de moineau ». Et après ?

Où, après ? Quand on aura noirci tout ce papier si chichement mesuré à la presse française, sera-t-on plus riche en combustible ?

Aurons-nous les moyens de supporter sans trop grelotter les giboulées de mars ? Les « bouches de chaleur » seront-elles moins réfrigérantes dans les établissements publics où les simples citoyens sont trop souvent obligés de battre la seriette en attendant l'ouverture d'un guichet qui tarde à se prêter aux vœux légitimes des contribuables ? Les poêles resteront-ils moins froids dans les mansardes ? Les fourneaux de la ménagère pourront-ils cuire en temps et lieu le repas du travailleur ? Y aura-t-il du lait chaud pour les enfants en bas âge, pour les malades ? Pourra-t-on chauffer suffisamment les salles d'hôpitaux où souffrent les blessés ?

Devant les protestations du public, le gouvernement a prié le *Journal* de publier une note lénitive destinée à rassurer la population :

Beaucoup de personnes ont cru qu'il leur serait impossible de profiter de la belle saison pour constituer la provision de combustible nécessaire à leur consommation familiale durant le prochain hiver.

On n'a jamais eu au ministère du ravitaillement une semblable intention, nous a-t-on affirmé, et ceux qui pourront cet été faire entrer dans leurs caves une tonne ou deux de charbon peuvent le faire en toute tranquillité.

La mesure a surtout pour but de renseigner le gouvernement sur les approvisionnements existants dans le pays et qui pourraient être employés par les établissements travaillant pour la défense nationale. Ce qu'on veut éviter, c'est qu'une usine soit obligée de fermer ses portes faute de combustible, alors qu'à quelques kilomètres de là un autre établissement posséderait des réserves suffisantes pour plusieurs mois.

Dans cet avis pacifiant, il n'est pas question des caves appartenant aux particuliers, ni des besoins de trente jours qu'il serait bien inutile de consigner sur des états si ce n'était dans un but, indéniable, de réquisition éventuelle.

Comme l'admet l'*Echo de Paris* :

Les motifs de réquisition pourraient être respectables, et il n'y aurait qu'à s'incliner si l'on évoquait les besoins des usines de guerre. Mais qui ne devine que le résultat serait dérisoire et les conséquences très fâcheuses ? Assurément, malgré l'espérance qu'exprime notre confrère, personne ne profiterait de l'été pour constituer une provision de combustible si exposée !

Or, un gros négociant en charbon ne l'a pas caché au *Matin*, vu le manque de livreurs et de chevaux, « il serait impossible de satisfaire aux besoins mensuellement renouvelés de la population si elle ne s'approvisionnait pendant la saison d'été ».

A tous ces maux est-il une panacée ? Oui, répond le *Populaire du Centre* qui préconise un remède violent : la réquisition générale. Selon lui, on a déjà trop tardé :

Il eût été normal, lorsque la guerre fut déclarée à la France et que l'ennemi se dirigeait sur nos frontières, qu'un gouvernement de défense nationale décrêtât que, dans l'intérêt suprême de la nation menacée dans son existence et pour toute la durée de la guerre, tous les citoyens, toutes les citoyennes et toutes les richesses du pays pourraient être réquisitionnés. Car il n'y avait pas seulement la vie militaire à assurer, il y avait aussi la vie à l'intérieur. On répondra que personne ne songeait à une guerre d'aussi longue durée et que, par conséquent, une mesure de cette importance ne paraissait pas nécessaire. Ce n'est pas notre avis. Quand un incendie se déclare et menace de dévorer un immeuble, on emploie tous les moyens pour l'éteindre sans se demander combien de temps durera le sinistre.

Féru de cette solution simpliste, le journal socialiste précise : il faut tout réquisitionner : « usines, mines, propriétés, fortunes, etc. ». Et il ajoute que, de ces énergiques mesures, dépend « le salut, la vie et la tranquillité (*sic*) du pays ».

ANGLETERRE

The Morning Post, 24.II.17. — Éloquence et Puissance :

Les rudes et pénibles travaux de M. Lloyd George comme chef du War Cabinet, n'ont en aucune manière influencé son talent d'orateur. Quoi qu'il devait traiter de nombreux objets, il a naturellement consacré le temps le plus large à exposer, sans apprêts, les faits qu'il voulait faire con-

naitre à la Chambre et au pays ; il n'aurait plus été lui-même s'il avait entièrement négligé l'art de son éloquence : les lecteurs de son important discours y trouvent plusieurs passages d'une éloquence puissante et émouvante.

Le premier ministre insiste sur le besoin urgent de lutter contre l'insuffisance du tonnage. Il déclare que si on s'en occupe tout de suite, on peut tenir tête au péril ; sur un ton très grave il prévient la nation du désastre qui menace du

côté des approvisionnements si l'on n'adopte pas des mesures énergiques. « Notre nourriture, dit-il, est restreinte on ne peut se le rappeler; il se plaint de l'indifférence montrée dans le passé par l'Etat relativement à l'industrie agricole, facteur de la vie de la nation. Voilà une faute que nous ne ferons jamais plus, déclare-t-il dans un passage qui fera époque et qui a été accueilli par des acclamations retentissantes. Et il y a eu de nouvelles acclamations dont quelques-unes ironiques, lorsqu'il demande de l'indulgence pour M. Prothero, « ce ministre surchargé ayant à faire en six semaines un travail qui aurait dû être exécuté il y a déjà deux ans.

The Morning Post, 24.II.17. — L'appel à la nation:

Le discours prononcé hier par le premier ministre est jusqu'à présent le plus important exposé fait relativement à la condition actuelle des affaires du pays. Une chose est à regretter: ce discours aurait dû être prononcé il y a deux ans. Si à ce moment une pareille analyse de la situation aurait été faite si franchement et si clairement au public, il est possible que le discours d'hier devenait superflu. Il vaut la peine de faire cette réflexion pour une seule et suffisante raison: comme précaution contre le retour au pouvoir, dans n'importe quelles circonstances, des hommes, dont l'incompétence, l'obstination et les subterfuges ont tant fait pour provoquer les présentes nécessités. La situation est sérieuse, mais il n'est pas trop tard pour l'améliorer. Il faut féliciter le gouvernement d'avoir eu le courage de parler si ouvertement au pays et de ses résolutions de renforcer les mesures requises. Il ne faut pas douter que le pays répondra dans le sens voulu. La demande, à tout prendre, est plutôt brusque, car la plus grande partie du public n'avait qu'une vague notion des faits si clairement exposés hier par M. Lloyd George. Parlant d'un si vaste sujet, nous ne pouvons en la présente occasion en considérer qu'un ou deux aspects. Il se conçoit d'abord que l'appel fait en faveur du service national est nécessaire et urgent, non pas seulement dans le but de permettre aux hommes aptes à rejoindre l'armée, mais pour augmenter immédiatement et grandement la production des industries.

« La guerre », dit M. Lloyd George, « nous a démontré que la garantie de nos industries essentielles est une partie tout aussi importante de notre défense nationale que l'entretien de notre armée et de notre patrie. » Aux mots de défense nationale nous nous hasardons d'ajouter les mots de prospérité nationale; nous pensons aussi que la leçon commence à peine maintenant à être apprise. Mais elle sera sue avant que tout ne soit fini.

The Morning Post, 26.II.17. — Le chemin de la victoire:

La semaine dernière durant, le gouvernement a montré qu'il n'a pas peur d'avoir confiance dans le peuple; et le peuple a encore une fois démontré que plus la vérité est grande, plus la résolution est forte. Notre pays peut tout supporter, excepté le soupçon de ne pas être traité loyalement et il a été apte à supporter une appréhension heureusement dissipée maintenant. Le premier ministre a dit à la nation en de franches paroles qu'elle devait supporter les rigueurs, les privations et les pertes, si elle veut écarter le désastre. Le premier Lord de l'amirauté en parlant des dangers de la mer n'a pas employé des mots flatteurs et onctueux. En même temps Sir Edward Carson, rendant courtoisement ce qui est dû aux hommes de bon sens, a initié le pays à certaines parties du travail de la flotte, qui a confirmé la confiance qu'on a en elle. M. Lloyd George et Sir Edward Carson agissent suivant le principe que l'œuvre du gouvernement est de gouverner et que l'unique moyen de pouvoir conduire les Anglais est de leur dire tout au pire et quitte à leur expliquer après ce qui

est nécessaire et dans quel but. Dans ces conditions le pays fera tout ce qu'on pourra lui demander.

The Daily Telegraph, 26.II.17. — Vil outrage (l'attaque de sept navires hollandais au large de Falmouth):

Les outrages se succèdent et chacun est soit excusé par des phrases spécieuses ou par une apologie produite en termes ambigus, ou est payé d'effronterie. Ainsi les agents diplomatiques allemands ont gagné du temps, tandis que les autorités navales s'empressaient à préparer la campagne sous-marine. Notre ennemie a joui d'un sursis de deux années et demie pour effectuer son pénible travail et maintenant qu'elle se croit prête elle exige de tout le monde qu'on accepte ses doctrines et qu'on se soumette à ses actes; elle défie les Etats neutres, petits et grands, et leur parle tellement qu'ils n'osent pas se défendre.

Dans dix ans d'ici le monde sera frappé d'horreur en lisant d'une part le crescendo toujours plus grand de l'outrage et d'autre part la faillite (insuccès) des nations neutres qui, dans une sorte d'accord, insistent du moins pour que la vie de leurs sujets soit respectée tout en ne s'inquiétant en rien de leurs propriétés.

The Morning Post, 28.II.17. — Une neutralité armée:

Le président des Etats-Unis a demandé au Congrès d'avoir le pouvoir, qui lui sera certainement accordé, d'employer tout moyen, quel qu'il soit utile, à protéger en cas de nécessité les intérêts américains sur mer ...

Son procédé peut paraître, si l'on considère les nécessités du moment, trop réfléchi et trop prudent; mais la situation doit être envisagée, non seulement dans son aspect en ce qui concerne les Allemands, aussi au point de vue américain; car si l'Allemagne a infligé les plus graves outrages aux neutres, il n'est pas dit que les neutres soient immédiatement prêts à les ressentir...

Actuellement, le président a avisé l'Amérique, qu'il peut à chaque moment juger utile de décréter « la neutralité armée. » Etre en état de neutralité armée est une situation très délicate et généralement une position transitoire précédant la guerre. Mais, dans le cas actuel, la neutralité armée de l'Amérique réside simplement dans la protection des citoyens et navires américains contre la piraterie. Etre en état de guerre ou être en état de piraterie sont deux choses bien différentes. En ce qui concerne les puissances alliées, l'Allemagne est en état de guerre et pratique en même temps la piraterie, qu'elle défend en la déclarant une méthode de guerre légitime, chose qu'elle n'est et ne sera jamais. Mais envers les nations neutres, l'Allemagne pratique seulement la piraterie.

L'Allemagne fait si peu la guerre aux neutres, qu'elle leur déclare constamment son amitié. Le coulage des navires neutres est expliqué par l'Allemagne comme un acte sanctionné par la nécessité militaire et qui ne doit sous aucun rapport être considéré comme hostile aux nations neutres.

Les Etats-Unis, l'Espagne, le Brésil et les pays scandinaves ont refusé d'accepter cette interprétation. Les Etats-Unis sont même allés plus loin en rompant les relations diplomatiques avec l'Allemagne et en autorisant virtuellement l'armement des navires et leur protection par des vaisseaux de guerre...

Entre temps la navigation américaine est actuellement arrêtée dans les ports et le président décrit comme devenant rapidement grave la congestion du commerce...

The Morning Post, 1.III.17. — La politique agricole de l'avenir:

Le résumé du débat d'hier à la Chambre des Lords, relatif à la motion du vicomte Chaplin pour la production

des vivres et le travail agricole — écrit notre correspondant parlementaire — a été rendu très intéressant par le discours fait par le comte de Crawford, organe du gouvernement. Ce discours disait que la proposition du premier ministre de garantir le prix des céréales et un salaire minimum pour les ouvriers cultivateurs n'était pas uniquement un projet devant disparaître avec les circonstances qui l'ont provoqué, mais doit être la fondation et la base de la future grande politique agricole du pays.

La discussion a longtemps duré sur le point de savoir si l'Angleterre doit devenir d'une manière permanente un pays grand producteur de blé. Le marquis de Crewe s'est déclaré opposé à pareille proposition, que le comte de Selborne soutient vigoureusement. Le comte de Derby a déclaré se rallier complètement aux paroles du comte de Selborne tandis que le vicomte Chaplin a insisté sur la nécessité vitale d'avoir beaucoup plus d'aliments cultivés dans le pays. Le comte Bathurst fait remarquer que l'introduction du salaire minimum correspondrait à une augmentation générale des salaires agricoles, et pense qu'il ferait du tort dans les comtés où les salaires ne sont pas aussi élevés qu'au nord de l'Angleterre. La motion de Lord Chaplin a été admise sous une forme écourtée.

The Times, 2.III.17. — Le rapport des Dardanelles:

Au « question-time » M. Bonar Law informe la Chambre que le rapport de la Commission des Dardanelles est entre les mains de l'imprimeur et qu'il espère pouvoir le distribuer aux membres de la Chambre au commencement de la semaine prochaine. Quelques renseignements parlant de relations avec des puissances étrangères ont été supprimés, mais le gouvernement croit bien faire en envoyant au Speaker et aux chefs des partis politiques de la Chambre le rapport sans suppressions. On verra ainsi que les parties supprimées n'ont pas altéré la signification du rapport, et n'ont pas été faites dans l'intérêt de nationaux du pays. Il ajouta que quelques-unes des suppressions ont été faites à la requête de gouvernements étrangers.

The Times, 2.III.17. — Le péril de l'optimisme:

Président hier l'assemblée de la « Telegraph Construction and Maintenance Company », Lord Selborne a dit: « Je suis sûr que ceux qui cherchent à faire illusion au public, par des prédictions optimistes de victoire prochaine et de complet écrasement de l'Allemagne, sont des grands ennemis du bon sens populaire, car rien n'est plus mauvais que

de nourrir notre peuple d'espérances énoncées dans le seul désir de se faire remarquer. Je ne crois pas du tout que les apparences soient pour une paix prochaine. Vous voyez au Reichstag allemand les orateurs parlant encore de se faire payer une indemnité par les Alliés. Cela nous paraît tout à fait puéril, mais je ne pense pas que ce soit un simple bluff de leur part. J'en conclus que le sentiment de ces orateurs est que leur pays a encore de grandes ressources — non seulement matérielles, mais des grandes ressources de patriotisme et qu'ils se sentent encore très loin de voir la fin de leur puissance ou de leurs instruments et moyens de défense. A mon avis, nous ne pouvons faire une plus grande erreur que celle de déprécier la force de nos adversaires dans cette guerre; pour ce motif je pense que tout patriote, homme ou femme, doit se préparer à une guerre prolongée, doit aider le gouvernement dans toutes les mesures de précaution et de prévoyance prises et doit en parler le moins possible. »

The Morning Post, 3.III.17. — Les Etats-Unis et l'Allemagne:

Faisons remarquer maintenant que lorsqu'on disait au commencement de la guerre, que les Alliés étaient placés entre les Etats-Unis et l'Allemagne, ces paroles étaient bien vraies. L'Allemagne a longtemps songé à se lancer vers le Nouveau-Monde comme pendant à ses projets vers l'Orient; il est probable qu'à n'importe quel moment après la bataille de la Marne, l'Allemagne aurait fait la paix à condition que les puissances alliées la laissent libre de poursuivre l'exécution de ses plans en Amérique du Sud. La doctrine de Monroe n'a pas de valeur en Allemagne où les dirigeants caressent apparemment l'illusion qu'aux Etats-Unis cette doctrine n'est qu'un vain mot. Il est indubitable que les alliés n'ont pas fait la guerre pour défendre la doctrine de Monroe, mais qu'ayant relevé le défi allemand, la doctrine de Monroe et l'intégrité des Etats-Unis ont été mêlés au conflit comme conséquence de la situation. Aucune puissance parmi les alliés n'a jamais sollicité l'aide militaire des Etats-Unis et ne la demandera jamais. Tout ce que les alliés pouvaient faire était de notifier amicalement le danger qui la menaçait à la plus grande des puissances neutres. Maintenant que l'Allemagne a si admirablement, d'elle-même, confirmé cet avis, les alliés reconnaissent avec une profonde satisfaction, que l'Amérique se place du côté de la civilisation, menacée sur tous les points du globe par la perfidie allemande, l'or allemand, le meurtre, le brigandage et l'outrage allemands.

ALLEMAGNE

Munchner Neueste Nachrichten, 24.II.17. — Les chefs-d'œuvres de calcul de Carson:

La « Vossische Zeitung » refait les calculs du ministre de la Marine Carson, calculs produits dans son discours d'apaisement aux Communes relativement à la guerre sous-marine. Son principal argument était l'affirmation que du 1 au 18 février seulement 134 bateaux de toutes sortes ont été coulés, tandis que dans le même laps de temps 6075 navires sont entrés dans les ports anglais, et 5873 en sont sortis. Comme seul le tonnage net (capacité) importe, il est à remarquer que les navires arrivés en décembre 1916 dans les ports anglais, soit des possessions britanniques, soit de l'étranger, représentent 2,215,220 tonnes. Cela fait 71.000 tonnes par jour. Si l'on admet que le tonnage moyen de ces navires marchands venant de l'étranger est de 2 à 30,000 tonnes, cela représenterait une entrée journalière de 25 à 35 bateaux.

Pour le trafic total des navires avec l'étranger, d'après la « Fortnightly-Review » les chiffres sont les suivants de janvier à novembre 1916. Arrivés 27,845,617 tonnes=83,000

tonnes par jour. Départs 33,080,787 tonnes = 99.000 tonnes par jour. Ensemble, en chiffres ronds, 61 millions de tonnes pour 334 jours = 180,000 tonnes ou de 60 à 90 bateaux par jour. Ainsi, d'après Carson, le mouvement de vaisseaux d'importation n'aurait pas diminué, malgré la cessation depuis le 1er février de la Navigation neutre, qui représentait, précédemment, le 1/3 du trafic total; mais, de 25 à 35 qu'il était en décembre, il se serait accru à 337.

Le bluff est facile à démontrer. La statistique commerciale anglaise ne tient compte que des véritables navires marchands, tandis que Carson prend le trafic local des petits bateaux côtiers et des bateaux de pêche qui en partie entrent et sortent plusieurs fois par jour des ports anglais et sont comptés chaque fois. Nous pouvons arriver approximativement au chiffre réel en prenant pour base les chiffres donnés pour décembre et en tenant compte de la suppression de la navigation neutre. Nous arrivons, pour la période indiquée par Carson, à un trafic extérieur anglais maximum de 800 à 900 bateaux. Les 11,000 vaisseaux restant ne servent qu'au trafic local intérieur de l'Angleterre, et à fausser la statistique.

La *Vossische Zeitung* du 25.II.17, contient un article intitulé: « Les Flamands »: Le Journal soutient la thèse que la Belgique telle qu'elle fût constituée en 1830 réunit deux nations opposées: les Wallons et les Flamands:

Les « Belges » au sens propre du mot sont en premier lieu les fonctionnaires qui tirent leurs ressources de l'Etat belge et parmi eux quelques éminents professeurs d'histoire comme le professeur Pirenne, de Gand, qui prêche « l'âme belge. »

Les « Belges » sont en outre les Bruxellois devenus welsches, les « Beulemanns » du langage et des mœurs desquels se moquent les Parisiens; « belge » est le monde vivant bien, les couches supérieures capitalistes et intellectuelles, tandis que même à Bruxelles le peuple flamand forme la classe ouvrière.

Personne n'a mieux décrit cette situation que le socialiste et député wallon Destrée, dans sa lettre adressée en 1913 au Roi: « Il n'y a pas de nation belge. L'union des Flamands et de Wallons n'est pas à souhaiter, et si quel'un « la souhaite elle restera néanmoins un vœu inexaucé. Tous « deux, Flamands et Wallons, vous ont Sire pour Roi, mais « cette vie commune ne suffit pas pour les rapprocher; un « paysan flamand et un travailleur wallon nourrissent des « aversions et des aspirations qui se heurtent. » (Ce texte est établi d'après le journal prénommé.)

Le journal dit alors que la Wallonie est en fait une partie de la France bien que, dit-il, le pays liégeois a brillé dans le passé dans la vie scientifique et littéraire de l'Empire allemand. Les Flamands ne sont pas des Allemands, mais bien les plus proches parents des Allemands parmi tous les Germains.

L'auteur de l'article étudie les coutumes flamandes; la langue « qui était au moyen-âge un dialecte populaire allemand: « Dietsch » retient principalement son attention; les soldats allemands arrivent aisément à se faire comprendre des populations parlant les dialectes populaires.

La limite formée par la différence des langues est à certain point de vue plus importante que la limite des états car elle est la limite entre le monde germain et allemand. Elle est immuable depuis le 5^e siècle. le seul îlot est constitué par les 300.000 Bruxellois parlant le français.

Le journal continue:

Calais fut jadis, avant de devenir anglais, bas-allemand et membre de la Ligue hanséatique allemande. La « francisation » commença sous Louis XIV, mais seule la Convention rendit le français obligatoire pour toutes les manifestations de la vie publique comme étant la « langue de la Liberté ». Le flamand a fortement reculé en France depuis qu'il a perdu l'appui de l'Eglise.

Le prof. Dr. G. v. Schulze-Gävernitz, termine son article de trois colonnes et demi en disant:

Que la Flandre possède encore son irrédentisme, une contrée dont la libération fut déjà exigée en 1871 comme à nouveau actuellement par les Flamands énergiques (« *Vlamsche Post* » des 14-15 novembre 1915). Si les Français exigent la restitution de la partie de langue française de la Lorraine en se basant sur le principe des nationalités, les exigences des Flamands vers Dunkerque et son Hinterland se dresseront face à elle; il s'agit approximativement des mêmes chiffres de personnes parlant une langue étrangère...

Münchener Neueste Nachrichten, 26.II.17. —
Traits de feu sur les eaux:

Le dernier discours de Lloyd George au parlement prouve qu'il aperçoit le danger (littér.: l'écriture de feu sur les eaux) que la guerre sous-marine à outrance représente pour l'entente. L'activité avec laquelle il entreprend la lutte contre le manque de tonnage maritime, les assurances que l'Angleterre peut envisager tranquillement les pires éventualités grâce à l'accomplissement du programme de défense établi par le gouvernement, tout cela ne nous trompe pas sur le manque de preuves positives établissant la réussite de ce programme...

« Sécurité contre les dangers des sous-marins », voilà ce que l'on entend dans les parlements comme ce qu'on lit dans les colonnes de la presse ennemie. Les nécessités des moyens de défense contre ce danger croissent en raison directe de celui-ci, car ce danger apparaît comme une question de vie ou de mort, de victoire ou de défaite. Jusqu'à présent ce moyen de défense nécessaire n'a pas encore été trouvé et les hommes d'Etats ennemis en sont réduits dans leurs parlements à calmer, par des paroles, l'esprit alarmé et déprimé du public, comme l'a fait il n'y a pas longtemps Lord Beresford au parlement anglais et comme l'on essayé tout dernièrement Carson et Lloyd George...

Toute l'impuissance de nos ennemis dans leur détresse nationale actuelle, en face du plus grand et sérieux danger qui les menace, est contenue dans l'appel au secours par lequel le « *Daily Chronicle* » termine ses lamentations: ce qui nous manque, et ce que les génies de notre amirauté devraient pouvoir trouver absolument, ce sont de nouveaux moyens pour détruire les sous-marins.

Leipziger Neueste Nachrichten, 27.II.17. —
Cela fait tache:

L'Angleterre a des soucis, de graves soucis. Le « *Times* » écrit à propos du discours de Lloyd Georges: Enfin un homme a eu le courage de dire la vérité en avouant que nous nous trouvons dans une situation critique. Le succès final de l'Angleterre et de ses alliées, dit Lloyd George, dépend de l'importance du tonnage des navires, mais il ne faut pas se bercer de l'espérance que l'on trouvera un moyen efficace pour combattre le sous-marin. Suiyant un autre journal, cet aveu d'impuissance du gouvernement a produit l'effet d'un coup de foudre. Pour la première fois John Baralong a sérieusement compris qu'il est impuissant devant les « damned Germans ».

Leipziger Neueste Nachrichten, 27.II.17. —
L'impression faite en France par le discours de Lloyd Georges:

La presse française commente le discours de Lloyd Georges. L'extraordinaire gravité de ce discours paraît l'avoir surpris. Elle est unanimement d'accord pour affirmer que jamais encore un homme d'Etat de l'Entente n'a prononcé des paroles ni dû prendre des mesures aussi sérieuses. Elle admet également que le danger et les suites désastreuses de la guerre des sous-marins ne peuvent être méconnus. Les restrictions exigées par Lloyd Georges seraient si grandes qu'aucun des Etats de l'Entente n'aurait pensé, jusqu'à présent, devoir en subir de pareilles. Mais étant donné la gravité des temps, l'opinion publique entière appuiera Lloyd George. Une partie de la presse française déclare que les paroles de Lloyd Georges ne s'adressent pas seulement à l'Angleterre, mais à tous les pays de l'Entente qui devraient agir de même. Quelques journaux déclarent que Lloyd Georges a osé regarder la vérité en face et la proclamer hautement à l'encontre de la méthode suivie en France afin que la connaissance réelle de la situation amène la population à ratifier ses dispositions.

Illustrierte Zeitung, I.III.17. — L'économie politique allemande en 1916:

Le manque de matières premières par lequel l'Entente projetait de nous abattre est actuellement moins sensible qu'avant. Le sous-marin « Deutschland », briseur de blocus, et ses futurs imitateurs y ont une part toujours plus grande comme aussi l'esprit d'invention allemand. Citons comme exemple le développement d'une toute nouvelle industrie, la « Papiergarnindustrie » (tissage de fil de papier). Cette industrie qui emploie — aux lieux et places de matières premières pour le tissage importées de l'extérieur comme le jute et le coton — la cellulose extraite du bois dans le pays même, a pris une très rapide extension. C'est ainsi que seulement les tissages spéciaux du Rhin et de la Westphalie ont pu fonder une association qui comporte 41 filatures et tissages. La guerre même a créé une nouvelle industrie qui sera maintenue encore, tout le fait supposer, après la paix, créant ainsi l'indépendance de l'Allemagne dans une très importante industrie.

La *Frankfurter Zeitung*, I.II.17, attribue dans son « Bulletin » pour une part les sentiments inamicaux accumulés contre l'Allemagne par des nations de conception différente à la particularité que l'Allemand prend au sérieux ses principes et ses devoirs; elle ajoute relativement au service civil auxiliaire:

Pour le moment, la possibilité d'une contrainte n'est pas envisagée, mais l'armée auxiliaire de la patrie sera complètement organisée et appelée au travail.

... La production du matériel de guerre n'a pas encore atteint son développement maximum. D'importantes exploitations sont agrandies, d'autres sont créées. Il ne nous manque ni du travail ni des hommes; la tâche de cette loi consiste à les rassembler d'une façon rationnelle pour la défense du pays, non seulement par la contrainte mais aussi et en première ligne par le recrutement des volontaires répondant au nouvel appel qui vient d'être lancé.

Münchner Neueste Nachrichten, I.III.17. — Allemagne ou Angleterre. — Du lieutenant-général v. Hellingrath, Ministre de la guerre de Bavière:

... Rien n'a dévoilé plus clairement au monde entier le jeu de l'Angleterre que la récente offre de paix de notre empereur. Par ce document, peut-être unique, imprégné d'une si forte grandeur d'âme, d'un sentiment si profond des responsabilités d'un chef d'Etat, d'une véritable humanité et d'un réel christianisme, l'Angleterre est pour toujours marquée au fer rouge devant l'histoire; le masque de cette puissance toujours hypocrite dans l'histoire a été ainsi arraché. L'Angleterre ne veut pas de paix sans l'anéantissement de l'Allemagne. Il ne s'agit donc plus aujourd'hui de victoire ou de défaite, mais d'être ou de ne pas être.

Nous savons que la conduite de la guerre à laquelle nous force l'Angleterre impose de lourds sacrifices à nos voisins neutres. Nous avons montré notre loyale volonté de les leur épargner. L'Angleterre en a voulu autrement, c'est pourquoi: l'Angleterre ou l'Allemagne. Il s'agit d'un duel où il n'y aura qu'un vainqueur; c'est le jugement de Dieu!

Frankfurter Zeitung, 3.III.17. — Allemagne, Mexique et Japon:

... Tant qu'une confirmation allemande de ces nouvelles n'est pas donnée, nouvelles qui concordent d'une façon remarquable, il est tout indiqué de ne juger qu'avec réserve. En Amérique, on ne paraît pas douter de l'exactitude des faits et l'on peut admettre que la mise en scène adroite de la publication, juste en ce moment, était calculée de façon

à briser les résistances qui, au Congrès et dans le pays, s'opposaient à la politique de guerre de M. Wilson.

Il faudra néanmoins considérer que cette communication établira une aggravation de la situation germano-américaine...

Une grande joie règne dans le camp de nos ennemis, à propos de cette trouvaille; nous ne saurions voir un événement heureux pour nous en ce que, — abstraction faite de la valeur politique du coup d'échec, — un document aussi secret ait pu tomber dans des mains infidèles, ceci dans l'hypothèse qu'il aurait vraiment été écrit comme on l'annonce; nous recevrons probablement bientôt des éclaircissements à ce sujet.

Le correspondant de Berlin des *Münchner Neueste Nachrichten* lui communique le 3.III.17, sous le titre « Flandres et Wallonie »:

La Belgique moderne, création des puissances occidentales offrait l'unique exemple particulier d'un Etat moderne où, sous l'influence et la protection de la France, la minorité régnait complètement sur la majorité. Des sept millions et demi d'habitants de la Belgique il y a trois millions de Wallons et quatre millions et demi de Flamands. Malgré cela les Wallons ont su pendant la plus grande partie du temps exercer leur prédominance dans la vie publique et sociale. La résistance et l'opposition des Flamands ne se sont organisées que très lentement, péniblement, pas à pas; ils ont du moins obtenu formellement l'égalité de droit des deux langues. Encore immédiatement avant l'ouverture des hostilités, en juin 1914, un projet de loi scolaire occupait la Chambre belge. Ce projet assurait aux parents le droit de déterminer la langue dans laquelle leurs enfants recevraient leur instruction. Rien n'est plus symptomatique que ce n'est que plus de trois quarts de siècle après la constitution de l'Etat belge que la majorité flamande entreprit d'arracher ce droit à la minorité.

L'Allemagne qui occupe la Belgique depuis deux ans et demi a également très lentement procédé aux démarches qui devaient améliorer le sort des Flamands. Elle a surtout protégé la langue dans les écoles de la partie flamande du pays et elle a créé l'Université flamande de Gand, tout cela sur la base des lois et des organisations administratives de l'Etat belge. La nouvelle organisation entière a d'ailleurs été réglée de telle façon qu'elle reste acquise aux Flamands, en tant que ceux-ci témoignent de la force nécessaire utile à cet effet, tout à fait indépendamment du sort qui pourrait être celui de l'Etat belge dans l'avenir.

Münchner Neueste Nachrichten, 3.III.17. — Pas de conspiration, mais de la prévoyance:

Quelle est donc l'essence de cette conspiration? le gouvernement allemand était sur le point de prendre la grave décision de conduire la guerre des sous-marins à outrance.

L'Allemagne devait compter avec ceci: les États-Unis, à la suite de leur attitude jusqu'alors anglophile courraient ouvertement à l'aide de l'empire britannique et se placeraient, la main armée, aux côtés des ennemis de l'Allemagne. C'était le devoir du gouvernement allemand de voir s'il ne serait pas possible, en prévision d'une telle extension de la guerre mondiale, de trouver de nouveaux alliés. Il était naturel que le Mexique entrât le premier en ligne de compte. Dans les dernières années, les États-Unis ont si souvent menacé de guerre le Mexique, la politique de Washington a si notoirement travaillé contre le Mexique par des empiètements et des menaces, que l'on pouvait bien s'attendre à ce que le gouvernement mexicain ne laisserait passer aucune occasion, sans en profiter pour assurer la situation du pays.

Bertiner Tagblatt, 4.III.17. — Une administration spéciale pour les Flandres:

D'ailleurs le chancelier a indiqué spécialement dans son discours que l'acte administratif actuellement projeté ne doit

pas anticiper sur ce qui pourrait arriver plus tard particulièrement non plus sur ce qui pourrait être décidé lors de la paix. Il serait avant tout faux de voir dans la démarche de l'administration allemande une analogie avec la proclamation de l'indépendance du royaume de Pologne. Il ne

s'agit pas de l'octroi de n'importe quelle autonomie et il ne s'agit pas non plus d'un empiètement sur la situation des droits d'Etat de la Belgique, mais simplement d'une mesure d'administration intérieure.

ITALIE

Corriere della Sera, 25.II.17. — L'interdiction des importations en Angleterre et le préjudice qui en découle pour l'Italie:

... Les nouvelles interdictions frappent surtout l'introduction des vins, des fruits, de la soie, des chapeaux, des objets en cuir, parmi les produits italiens. Mais en réalité toute l'exportation italienne en Angleterre sera restreinte ou suspendue. En effet, les nouvelles mesures ont un caractère général et leur effet le plus sensible ne consistera pas tellement dans l'exclusion d'un peu de vin ou de vermouth, ou des produits manufacturés en soie, feutre ou cuir; mais bien plutôt dans la réelle application des interdictions d'importation pronulguées l'année dernière, et qui, d'après des concessions spéciales, avaient été presque complètement écartées pour les produits des alliés.

Il est vain de se dissimuler que cela constituera un passif sérieux, étant donné le développement que les exportations italiennes avaient pris en Angleterre et l'effort que l'industrie italienne avait accompli pour substituer sur ce marché ses importations d'objets manufacturés, à bon marché, fournis antérieurement par les Allemands et les Autrichiens.

Le gouvernement italien a déjà commencé des démarches afin d'obtenir quelques facilités pour certains articles; il pourvoira, en tous cas, aux mesures utiles à soutenir le change, mais au lieu de se leurrer d'espérances, il vaut mieux, nous aussi, que nous adoptions des réformes essentielles.

L'Idée Nazionale, 27.II.17. — Les bases de l'Alliance:

La réunion parlementaire franco-italienne de Rome clôtura aujourd'hui ses travaux.

... Les délégués de la France doivent penser et répéter sans cesse à leur peuple et à leur gouvernement, que cette grande Italie ignorée, qui s'est dressée armée à ses côtés dans le formidable conflit, n'a pas encore, dans le monde, une place proportionnée à son droit, à ses besoins et à ses forces; qu'elle a encore des millions de fils opprimés par l'étranger et traqués par d'autres étrangers; qu'elle a encore des millions de fils dispersés sur les continents, exilés dans les « patries d'autrui », ouvriers de la grandeur et de la puissance d'autrui. Qu'elle n'a pas encore la libre domination de sa mer Adriatique, qu'elle n'a pas encore une partie équitable de domination dans la Méditerranée qui l'entoure, qu'elle a dominée et fécondée par ses armes et ses lois; que sa population augmente irrésistiblement et qu'elle ne peut pas vivre sans expansion.

Corriere della Sera, 28.II.17. — Les interdictions anglaises sur les importations. Imitons l'alliée:

Il serait insensé de perdre son temps en récriminations égoïstes sur la nécessité de la mesure anglaise et que la seule critique possible soit le retard apporté à prendre une décision nécessaire. La sûreté réciproque des Alliés exige qu'ils adoptent les moyens les plus efficaces dans l'intérêt de tous et de chacun.

Pratiquement, toutefois, les seules questions auxquelles il importe de répondre, sont les suivantes: quels effets produiront les mesures anglaises en Italie et que fera-t-elle pour parer à leurs conséquences?

... La France et l'Italie doivent imiter leur alliée et créer les mêmes interdictions draconiennes, dont l'Angleterre a pris l'initiative, contre les exportations des alliés et des neutres.

... Tous les alliés ont l'intérêt le plus évident à interrompre le commerce d'importation et d'exportation des choses moins urgentes: l'importation pour ne pas accroître la dette envers l'étranger, qui est déjà colossale; l'exportation pour obliger, dans les limites possibles, ceux qui travaillent à ces différentes industries à choisir d'autres métiers plus importants (cultiver la terre et fabriquer des munitions), ces deux mesures, dans le but d'épargner le tonnage.

La Stampa, 28.II.17. — Les prochaines discussions à la Chambre des députés:

Le Ministre Boselli a prononcé plusieurs fois qu'il consentait au Parlement non seulement à tout débat large, mais aussi à tout débat relatif à l'action pacifiste. On ne peut donc pas exclure l'idée que le plan des socialistes, quant à la discussion du problème de la paix, puisse se réaliser, sans opposition. Mais il n'en sera pas de même si les compagnons de Turati veulent discuter la politique étrangère. On prévoit que les socialistes rencontreront, sur ce point, une ferme opposition.

... Il faut signaler enfin, comme particulièrement significative, la question que posera le député Valenzani sur un sujet très brûlant: la présence simultanée à Rome d'un représentant de Venizelos et d'un représentant du roi de Grèce, après le refus formel du Gouvernement italien de reconnaître le gouvernement de Salonique... (Censure).

La Tribuna, 1.III.17. — Graves difficultés économiques en Espagne:

La situation économique de l'Espagne par suite de la recrudescence de la guerre sous-marine allemande, devient de plus alarmante.

Des milliers d'ouvriers sont sans travail. L'assistance publique a dû instituer des cuisines économiques qui distribuent 6000 rations par jour. Les articles de première nécessité manquent. Le gouvernement a ordonné d'urgence l'entreprise de travaux publics qui remédieront pour quelque temps à la crise ouvrière.

Toute la région du levant est paralysée. Sur les quais des stocks entiers de fruits et de primeurs pourrissent.

... La situation des pêcheurs n'est pas moins grave. La pêche en pleine mer est impossible, parce que la Note allemande ne l'accorde que jusqu'à une distance de vingt milles de la côte.

Idea nazionale, 1.III.17. — Le renouvellement dans la guerre:

Les deux discours: celui de M. de Bethmann-Hollweg au Reichstäg de Berlin et celui de Wilson au Congrès de Washington reflètent la sensation de l'heure actuelle de la guerre, soit un repos tragique, entre la grande crise diplomatique définitivement surmontée désormais, et la grande crise militaire qui va s'ouvrir et que le monde attend et pressent comme une solution de l'immense conflit.

... La substance du conflit est, que l'Allemagne met toute son extrême et décisive espérance dans la guerre sous-marine et qu'aucune considération de droit ou d'in-

térêt générique ou spécifique d'autrui ne peut l'obliger à rejeter cette dernière arme, dans l'efficacité de laquelle elle croit désespérément, ou veut croire. Et l'Amérique, d'autre part, ne peut, à aucun prix, consentir à voir sa vitalité amoindrie, sa sûreté menacée, sa souveraineté et par conséquent, son honneur de grande puissance, humiliée par la volonté, ou même par la nécessité des autres.

Il Secolo, 2.III.17. — Le déclin de la doctrine de Monroe :

Les Etats-Unis ont établi clairement leur intérêt et leur volonté de ne pas être exclus des futurs pourparlers de paix et d'intervenir dans le conflit qui comporte surtout des questions européennes.

Une semblable affirmation de droit peut-elle être agréable en Europe? Nous pensons, indépendamment de l'intérêt que peut présenter pour nous une intervention armée de la République Nord-américaine, que l'on ne peut nier à aucun pays le droit d'intervenir, même lorsque ses intérêts ne sont qu'indirectement menacés. Mais n'est-ce pas là, la négation de la doctrine de Monroe, que récemment encore, M. Wilson aurait voulu appliquer à tous les Etats, grands et petits?

« Aujourd'hui serait extrêmement nécessaire à l'Italie l'histoire de l'Europe. Comment pourra-t-elle empêcher l'Europe de demain, de coopérer aux destinées du nouveau continent? »

L'idea nazionale, 2.III.17. — La dénonciation à l'ennemi :

Evidemment les socialistes veulent se constituer une bone « après-guerre ». Ils veulent se créer pour ainsi dire un « alibi » électoral.

... Pour obtenir ce résultat, les socialistes vont maintenant jusqu'à dénoncer à l'ennemi l'épuisement du peuple italien. Telle est, en effet, sans ambages et sous-entendu le sens de la motion présentée hier à la Chambre, par les députés socialistes :

« Aujourd'hui il serait extrêmement nécessaire à l'Italie une profonde et immédiate modification de la politique étrangère et de la guerre, ayant pour but de hâter les pourparlers de paix; sans cette modification, il est illusoire d'espérer un remède efficace au défaut des approximations et au péril croissant auquel se trouve exposé le futur développement économique de l'Italie. »

C'est dit: L'Italie a un urgent besoin de paix, parce qu'elle se trouve désormais menacée d'être affamée et de voir tout son avenir économique ruiné par la continuation de la guerre.

Si toute la péninsule fourmillait d'espions, si toute l'armée était remplie de rapporteurs d'informations militaires à l'Autriche et à l'Allemagne, le mal qu'ils auraient pu faire n'égalerait pas celui que les députés socialistes ont tenté de faire en plein parlement, à la face du monde.

Il Giornale d'Italia, 2.III.17. — Obstacles aux pleins pouvoirs :

L'attitude du président Wilson a créé une curieuse situation parlementaire. On remarque que l'opposition du Congrès à conférer au président les pouvoirs absolus n'est pas due aux pacifistes, mais aux nationalistes les plus résolus. Ils craignent qu'en accordant à Wilson une responsabilité excessive, sa prudence et son hésitation s'accroissent. Cette sensation dérive du texte de son dernier discours qui a paru trop timide et trop préoccupé de ne pas mécontenter les pacifistes.

... De toute façon le discours de Wilson a persuadé les congressistes les plus résolus qu'il ne convenait pas de confier à Wilson les pouvoirs qui, selon la Constitution, sont une prérogative du parlement. Ils disent; si le Congrès est rassemblé quand le torpillage d'un bateau américain se pro-

duira, une action immédiate est inévitable, tandis que si le Congrès est en congé Wilson hésitera à se décider et finira par se contenter de quelques explications.

La Tribuna, 2.III.17. — L'anarchie sous-marine et la liberté des mers :

Le chancelier Bethmann-Hollweg a parlé, pour la vingtième fois, à la tribune du Reichstag, sur la guerre et sur la paix.

Nous estimons superflu de nous arrêter encore une fois sur le style oratoire du chancelier, qui sait réunir, par un miracle du paradoxe, la contradiction de tant de légèreté avec tant de pondération des « clichés » de la « sainte colère » et des délits des ennemis « contre l'humanité », sont désormais totalement détériorés et n'ont plus d'autre effet que celui d'offrir l'Allemagne et son peuple aux regards du monde sous un aspect indéciblement grotesque. A tort ou à raison, parce que si nous détestons la mentalité et l'action allemande dans cette guerre, pour ses méthodes et ses buts, nous possédons un esprit assez libre pour apprécier ce qu'il y a de grand et d'entièrement noble dans les efforts et les sacrifices du peuple allemand, auquel les poses et les draperies d'une esthétique grossière dont on se plaît à les envelopper ne peuvent que nuire.

L'Avanti, 3.III.17. — Timon à gauche :

... Mais les députés socialistes ont le devoir — afin de mettre toujours plus en lumière l'opposition des classes de parler au prolétariat par la tribune de Montecitorio et de lui signaler la situation, fût-ce « à travers » (même en signalant) — toutes les erreurs et les fautes de tous les gouvernements et de tous les gouvernants. Les prolétaires socialistes en tireront la conclusion, qu'en l'état actuel des circonstances, la bourgeoisie italienne ne pouvait faire que ce qu'elle a fait; si elle l'a mal fait, l'opposition socialiste doit diriger tous ses efforts bien plus haut et porter ses coups avec plus de vigueur pour abattre non seulement les personnes qui ont provoqué cette douloureuse situation, mais le système qui en est la vraie, unique et profonde cause.

Corriere della Sera, 3.III.17. — La révélation du plan allemand pour inciter le Mexique et le Japon à attaquer les Etats-Unis :

Le moment choisi par le gouvernement pour publier la proposition sensationnelle de Zimmermann à Caranza rend singulièrement intéressante la révélation du dernier complot allemand contre les Etats-Unis.

... Il est évident que le président voulait influencer sur la discussion du Sénat relative au projet de loi pour l'armement des vaisseaux marchands et surtout pour les « mesures ultérieures », afin de protéger les droits des Etats-Unis. De sorte que, le petit groupe de républicains dissidents, ainsi que les pacifistes germanophiles qui se disposaient à faire de l'obstructionisme ont été réduits au silence, parce que leur opposition équivaudrait maintenant à la reconnaissance indiscutable qu'ils opèrent contre les intérêts nationaux pour le compte de l'Allemagne.

Corriere della Sera, 4.III.17. — De Monroe à Wilson :

Comme nous l'avons déjà dit, la substance de la doctrine n'est plus celle que Monroe avait conçue. Si elle est inchangée en ce qui concerne l'ingérence européenne dans les questions américaines, il n'en est pas ainsi quant à l'attitude de l'Amérique au sujet des questions européennes et internationales. On est passé du désintéressement des anciens temps à un intérêt toujours plus passionné et direct. La catastrophe mondiale actuelle a fait précipiter cette évolution; les Etats-Unis sont attirés vers le gouffre

dans lequel se jouent les destinées de la vieille Europe et du monde.

De Monroe qui pratiquait le principe américain de ne point participer aux guerres entre les puissances européennes, nous sommes arrivés à Wilson qui demande au Congrès les moyens nécessaires pour une action éventuelle, qui entraînerait les Etats-Unis dans la plus effroyable guerre. Le contraste entre ces deux attitudes peut paraître frappant; il n'est, au contraire, que la conséquence logique de la transformation des Etats-Unis en une puissance mondiale.

AUTRICHE

Neue Freie Presse, 25.II.17. — Un arrangement de longue durée. — Possibilité de négociations douanières avec l'Allemagne:

Le XX^{me} siècle qui a produit tant de choses étranges verra peut-être quelque chose d'inédit dans un traité de paix qui décidera quelle sera après la guerre la quantité attribuée pour un laps de temps déterminé à chaque pays en coton, laine, cuivre et produits chimiques. La monarchie, tout comme l'Allemagne ne sauraient être isolées dans ces pourparlers qui amèneront le retour à l'état normal.

Nous devons pour le coton, la laine, le cuivre et le réapprovisionnement des dépôts vidés nous prêter le même effet mutuel que sur les champs de bataille, comme cela fut le cas lors des glorieuses marches au-delà des frontières russes, en Serbie, au Monténégro, en Albanie et en Roumanie. Les armées ne forment qu'un seul corps en face de l'ennemi et les négociateurs de la paix devront suivre cet exemple. Ce n'est que réunis que nous pourrons obtenir un réel succès. Une convention douanière doit servir de base fondamentale au rapprochement dont la monarchie et l'Allemagne ont besoin pour prendre place à la table des délibérations de paix en ce qui concerne ce passage vers une situation encore pleine d'inconnu et d'obscurité, et en prévision des mesures d'importations qui suivront la conclusion de la paix.

Neues Wiener Journal, 25.II.17. — Lloyd Georges et Wilson. — Les nouvelles sensationnelles de ces jours:

L'un de ces grands faits peut-être apprécié partout: Lloyd Georges a déjà parlé. On sent percer les angoisses d'un cœur inquiet et oppressé au travers de paroles destinées à tranquilliser, à apaiser et à prouver la fermeté et l'assurance, Lloyd Georges a nettement admis que la question du tonnage maritime, rendue des plus brillantes par la guerre sous-marine, domine actuellement la situation. Il a très exactement exposé le manque de tonnage de l'Angleterre, et indiqué et recommandé comme l'unique moyen de salut une diminution considérable des importations. Ce discours, abstraction faite de sa valeur comme reconnaissance des grandes difficultés de l'Angleterre, serait amusant s'il ne s'agissait d'une chose aussi terrible que la continuation de la guerre voulue avec tant de force par Lloyd Georges. Amusant, si l'on songe aux visages qu'auront, à sa lecture, les hommes d'Etats des autres pays de l'entente, de la France, de la Russie, de l'Italie. Non seulement Lloyd Georges leur dit brutalement que l'Angleterre doit sacrifier pour ses alliées la moitié de son tonnage, mais il encourage tout simplement, en limitant l'importation, une politique économique qui sera presque ruineuse particulièrement pour la France et l'Italie.

Le second fait du jour: Wilson s'est présenté au congrès pour solliciter le droit de disposer librement des forces terrestres et navales, outre le pouvoir d'armer les bateaux marchands. Il ne se confirme pas que Wilson demandera ces pleins pouvoirs au cours de la session du congrès qui

RUSSIE

Le *Stockholms Tindingen* annonce que « les envois postaux expédiés de Russie en Angleterre restent à Gotenburg, à raison de l'interruption des communications postales due à la crainte des sous-marins. »

Nous ne pouvons publier d'extraits de journaux russes ceux-ci n'étant pas arrivés.

se termine le 4 mars. Les discours de Lloyd Georges et les hésitations de l'Amérique sont deux faits qui témoignent brillamment du succès de la guerre sous-marine.

Neues Wiener Journal, 28.II.17. — Combattre et vaincre:

Le discours impatientement attendu n'a apporté aucune surprise, mais il a, comme tous les discours de ce sérieux conducteur de la politique allemande, une haute signification morale. Cette haute signification consiste en l'absolue certitude de la victoire, dont son discours est imprégné, certitude qui est la meilleure réponse à l'agitation des hommes d'Etats de l'Entente...

Toutes les illusions que les hommes d'Etats de l'Entente ne se lassent d'entretenir chez leurs peuples devraient s'évanouir devant le ton ferme de ce discours.

Neue Freie Presse, 1.III.17. — Le torpillage du « Laconia »:

... Un armateur qui fait prendre la mer et quitter un port sûr à un navire portant trois cents passagers et qui par passion de l'or a le manque de conscience absolu de lui faire traverser la zone bloquée est un infame, un meurtrier par cupidité. Le président et les membres du Conseil d'administration de la Compagnie Cunard n'étaient pas à bord du « Laconia », mais ils ont séduit par de l'argent le capitaine et les matelots, pour qu'ils fassent le voyage, et ils ont trompé les trois cents passagers par de fausses allégations. Il n'y a pas d'excuse pour ce crime, particulièrement pour la Compagnie Cunard à laquelle appartenait également le « Lusitania »...

... Comment les autorités du port de New-York ont-elles pu permettre une telle course à la mort! Ce serait une injustice de la part des Etats-Unis de faire la guerre parce qu'ils n'acceptent pas venant de l'Allemagne ce qu'ils ont tranquillement supporté de la part de l'Angleterre; ce serait une guerre à laquelle manquerait, par l'absence de nécessité, toute consécration morale.

Il est presque incompréhensible que le gouvernement de Washington attente un « acte public » pour déclarer la guerre et souhaite ainsi des pertes de vies de citoyens des Etats-Unis. La guerre engloutit la vie de millions d'hommes et cependant subsiste le scrupuleux devoir d'économiser précieusement ces biens et de n'en point sacrifier sans nécessité absolue.

Reichstpost, 1.III.17. — Le cas du « Laconia » et l'Amérique:

Ce serait une erreur au point où en sont les choses aujourd'hui d'entrevoir dans cette tenue pleine de mesure de l'Amérique plus qu'une mesure politique provisoire habile qui n'est destinée qu'à fortifier le point de vue de l'Amérique et non pas sa position vis-à-vis des puissances centrales pour changer ou atténuer la question sous-marine. Wilson ne concevra manifestement un cas de guerre incontestable que lorsqu'il pourra s'appuyer sur un fait ou un prétexte

qui lui assurera l'approbation de la plus grande partie du peuple américain.

La *Neue Freie Presse*, du 2.III.17, publie un article intitulé « L'Allemagne et l'Amérique », dans lequel le journal rappelle que la neutralité armée est une conception du droit des peuples d'autant de l'époque de l'impératrice russe Catherine :

Le plus grand trompeur de tous les temps, le câble anglais a intercepté cette communication et ce n'est que quelques jours plus tard que nous apprenons par un radiogramme ce que veut le gouvernement des Etats-Unis. La neutralité armée n'est pas la guerre ni l'annonce d'hostilité, elle n'est qu'une préparation et une pression, quelque fois aussi un mot commode pour dissimuler des intentions plus profondes.

Le journal ajoute que « les mots de neutralité armée donne néanmoins une forte impression d'opposition à la guerre. Il signale que la situation de la Suisse est aussi, bien que de nature plus simple, une neutralité armée. Le journal termine :

Belgische Standaard, 24.II.17. — L'avenir économique :

A l'heure actuelle, l'avenir économique se présente pitoyablement pour nous. Les comités de ravitaillement en Belgique occupée, avaient déjà à lutter chaque jour contre des difficultés de toutes espèces, principalement en présence des déportations et de la recrudescence de la guerre sous-marine.

Mais aujourd'hui que toutes les forces actives ont été enlevées, et que les populations se voient privées, de ce fait, de leurs derniers moyens d'existence, la misère entre dans la phase la plus aiguë.

Plus de marchandises chez les comités américains, eux qui ont en mains le ravitaillement des quatre cinquièmes de la population ! Plus de denrées pour les villes, qui achetaient directement, pour compte de la collectivité, et leurs dépôts sont vides, attendu qu'ils n'étaient autorisés à faire des provisions que pour quelques jours !

Dans les campagnes, où le paysan avait eu jusqu'ici le sort le moins dur, tout n'est plus rose, les Allemands augmentant de jour en jour leurs réquisitions.

Bref, la situation en Belgique occupée devient affreuse. Et quoiqu'on y résiste énergiquement aux Allemands, le vœu unanime est tout de même : la Paix !

Les Nouvelles, 27.II.17. — Projets d'après-guerre :

Vous lisez bien. On passera l'éponge. On oubliera Visé, Moulant, Dinant, Louvain, Termonde et tous les petits excès qui, au fond, n'étaient que de bonnes plaisanteries de la Force allemande. On tiendra pour nulles et non avenues les atrocités commises chez nous. Et l'on ira joyeusement se mettre à l'abri de la protection de l'Allemagne, qui, on le sait, aime les petits peuples... comme l'Ogre aime les petits enfants.

Le malheur pour ces idylliques projets d'après-guerre c'est qu'ils s'élaborent pendant que, désarmés et impuissants, nos malheureux compatriotes agonisent sous mille tortures morales et physiques dont s'accompagnent les déportations. Le malheur aussi, c'est que cette Germanie qui prétend nous séduire à les mains rouges et un visage d'épouvante.

Mais le chef d'un peuple libre ne peut pas oublier que chaque pas qui rapproche de la guerre n'est pas favorablement considéré par une grande partie du Congrès puisque l'approbation demandée doit être obtenue par des discussions longues de plusieurs jours. Actuellement cette guerre ne serait pas populaire en Amérique ; déjà la neutralité armée se butte à des difficultés parlementaires. Chaque jour qui permet une légère espérance est un gain pour la civilisation humaine.

Neue Freie Presse, 3.III.17. — La soi-disant alliance germano-mexicaine. — Les communications comme moyen d'agitation du parti de la guerre :

Les guerres ne se font pas à l'eau de rose et les Etats-Unis devaient s'attendre à ce que l'adversaire qu'ils veulent atteindre dans sa force vitale, au moment du plus grand danger, se serve de tous les moyens admissibles pour parer le coup au cœur.

Cet événement démontre seulement que les Etats-Unis ne pourraient pas faire une guerre sans avoir divers désagréments à leur frontière et sans s'attirer divers dangers pour leur situation internationale sur le continent américain et en Asie ; ces phénomènes tiennent la nature même de cette guerre mondiale qui met au jour tous les contrastes.

BELGIQUE

Enfin, dernier malheur pour ces projets, c'est que le sort de la Belgique n'est pas aux mains sanglantes de l'Allemagne, mais est lié au sort des Alliés, les vainqueurs de demain.

Le XXme Siècle, 27.II.17. — Fausse nouvelle :

Il y a quelques jours, plusieurs journaux publiaient une dépêche de La Haye faisant prévoir la démission de M. Emile Vandervelde de ses fonctions de ministre.

La nouvelle avait été lancée par soins de M. le député Huysmans dans le « Socialiste belge » avec une visible satisfaction.

Aujourd'hui, le correspondant du « Petit Journal » au Havre, se déclare autorisé à déclarer que l'information lancée de La Haye est absolument dénuée de fondement.

Les Nouvelles, 28.II.17. — La cristallisation des internationalistes :

La guerre ? Phénomène capitaliste ! Alors que s'il y a une guerre où les motifs politiques sont prépondérants, c'est bien dans celle-ci. La paix sacrée ? C'est de la farce... nous la respectons mais nous la rompons parce que les autres ne l'observent pas ! Car, voyezvous, il faut au plus tôt se retrouver dans l'état d'avant la guerre... pour contenter « leur idée ».

Nos bons politiciens n'ont rien appris. Ils veulent se recristalliser, sous les mêmes formes ! C'est si commode !

Mais ceux qui méconnaissent ainsi les leçons et les enseignements des phénomènes sociaux, ceux qui ne tiennent aucun compte des réalités du moment s'exposent à de graves mécomptes et à de tristes déceptions... s'ils sont de bonne foi.

Aussi sont-ils à plaindre les quelques douzaines de Belges qui forment les vingt sections (!) de l'Association des travailleurs socialistes : Ils ne voyent pas qu'ils servent d'instruments pour des fins qu'ils désapprouveraient s'ils les connaissaient.

La Métropole, 28.II.17. — Le rôle de l'armée belge. — Un aven ennemi :

Tous les critiques et historiens militaires sont d'accord

pour reconnaître le rôle important joué par la résistance de la Belgique dans l'évolution des événements de guerre en 1914. Le « Rapport du commandement de l'armée belge » (Paris, Chapelot) avait signalé, dès 1915, la conséquence heureuse qu'avaient eue: 1. pour la concentration de l'armée franco-anglaise, la résistance de Liège; 2. pour la suite des opérations de l'armée française sur la Marne, les sorties de l'armée belge du camp retranché d'Anvers; 3. enfin, « last but not least », pour la rupture définitive de l'offensive stratégique de l'Allemagne sur le front occidental, la résistance indomptable des troupes belges le long de l'Yser.

Les Allemands ont été amenés, par la force de la vérité, à faire sur ce point des aveux qui apportent aux conclusions du « Rapport du Commandement » de l'armée la confirmation la plus éclatante.

Il y a, entre autres, l'aveu fait par l'auteur anonyme d'une étude remarquable publiée à Berlin en 1916, chez l'éditeur royal Mittler und Sohn, sous le titre « Die Schlachten an der Marne » et qui fut, peu après sa publication, saisie par la censure allemande.

L'Opinion Wallonne, 1.III.17. — Impossible neutralité:

L'attitude d'hier et d'aujourd'hui nous dicte le devoir de demain. Un point de l'histoire de notre pays est acquis, absolu, définitif. « La Belgique ne peut plus être neutre. » Nous sommes d'accord, pour le proclamer ici avec la majorité des hommes et des écrivains politiques belges qui se sont préoccupés de l'avenir du Royaume.

Mais une conclusion surgit et s'impose qui est restée, malheureusement, dans la plume ou dans la gorge de ces politiciens: Un Etat qui cesse d'être neutre est libre d'affirmer ses sympathies pour d'autres Etats, de contracter avec ceux-ci, des alliances. Et c'est ici qu'un mot, un seul, le plus beau, le plus chaud, le plus clair, le plus sonore, le plus haut, le plus riche, le plus émouvant, le plus vibrant, le plus complet, le plus significatif de la langue française éclate dans notre cœur, luit dans nos yeux, monte à nos lèvres: « France! »

L'Opinion wallonne, 1.III.17. — Amitiés belgo-suisse:

La Belgique ne devra pas oublier de compter au lendemain de la guerre les Suisses au nombre de ceux qui leur donnent en plus d'un admirable exemple politique, cette belle preuve de solidarité humaine.

Stem uit België, 2.III.17. — La super-nation belge et le principe des nationalités:

La Belgique est-elle une nation? Si l'unité de race et de langue sont estimées indispensables à l'existence d'une nation, la Belgique ne peut, pas plus d'ailleurs que la Suisse et bien d'autres pays, prétendre à la possession de ce titre.

Mais cette différence de race et de langue est amplement compensée par l'attachement mutuel de tous les enfants d'une même patrie. Attachement issu du sort commun et cultivé dans la menace des dangers identiques. C'est là la base d'une nationalité. Et l'on ne peut nier que la vie du peuple milite en faveur du maintien de sa neutralité propre.

On sait, hélas, que certains écrivains ont montré pendant cette guerre un zèle impudent à exagérer les différences limitant les groupes de la famille belge. Un de ceux-ci écrit dans le « Nineteenth Century », se gaussant de soi-disant « belgeaisants », « ces dévôts du gouvernement », ces « assoiffés de pouvoir », ces « mendians de subsides ou de décorations », ces « ronds-de-cuir en peine d'avancement »; d'après lui, un antagonisme puissant séparerait Flamands et Wallons, qui seraient unis par un simple lien « politique et économique », formant « une mosaïque de races », divisée par « des aspirations contradictoires ». Si l'on prétend, con-

tinuer-t-il, « que la Belgique est une nation, on ne pourrait lui trouver une âme propre, mais exotique; la Belgique est une nationalité d'aspirations françaises! »?

En vérité, continue l'article, aucun obstacle n'empêche l'accord des deux groupements, formant l'unité politique de l'Etat Belge.

Puissent ceux qui ont en mains, le soin de nos destinées, s'inspirer « des droits naturels » des citoyens, de se développer librement et en conformité aux aspirations de leur race et de leur langue.

Du Vry België, 2.III.17, sous la signature de Fr. van Cauwelaert: « Les torpillages des bateaux hollandais »:

Nous n'avons aucun conseil à donner au peuple hollandais, en ce qui concer la ligne de conduite à adopter en cette circonstance exceptionnelle, en vue de la défense de son honneur. Il a su suivre sa voie, jusqu'ici avec sagacité; et saura continuer de même dans l'avenir.

Mais nous constatons par l'émotion considérable produite dans l'opinion hollandaise, par ce dernier torpillage allemand, la ferme intention, soutenue dans tous les milieux, de répondre d'une façon énergique à cette nouvelle provocation.

Julius Hoste, écrit dans le même numéro: « Un pays, non une route! »:

On ne pourrait exiger d'aucun pays qu'il devienne volontairement le champ de bataille des grandes puissances. Qu'il offre son territoire à d'innombrables armées, tel un propriétaire de jeu de quilles qui louerait son terrain pour un duel!

Dans l'esprit des groupements d'Etats européens existants à la déclaration de guerre, la neutralité de la Belgique comportait, plus que jamais, loyalement, l'inviolabilité de son territoire. Et le développement de la guerre n'a nullement affaibli cette notion, mais l'a au contraire renforcée, la paix la rendra permanente: l'inviolabilité du territoire belge est la garantie la plus solide de son indépendance, elle est l'indépendance même.

Le Socialiste belge, 3.III.17. — L'Exploitation du patriotisme:

Où trouve-t-on les patriotes, les seuls patriotes, les patriotes soupçonneux, les patriotes qui sauvent la patrie, chaque jour, chaque heure, chaque minute?

Au front? Nenni. Ce n'est pas là qu'il faut les chercher. Il fait trop dangereux dans les tranchées. Vous les trouverez à la table des cafés. Au foyer conjugal. Dans les salles de rédaction. On y dit: « Un tel! C'est un traître! » On y entend: « Tel autre? Suspect, mon cher! »

On y voit des imbéciles refuser la main à des gens, qui ont simplement le malheur de penser ou de penser autrement qu'eux.

La patrie est devenue pour eux un monopole d'exploitation à bon marché.

Ils ne risquent pas leur peau et ils sauvent la patrie. Peut-on rêver meilleur destin?

Quant aux soldats du front, ils ne parlent pas si légèrement. Ils savent ce que signifie une attaque à la bayonnette. Ils sont modérés. Ils sont calmes. Ils sont le rempart de leur pays ou de ce qu'il en reste. Ils voudraient voir terminer honorablement un massacre inutile de jeunes existences. Ils ne veulent pas la paix à tout prix. Ils veulent la paix, c'est-à-dire une solution politique qui nous garantis une vie viable, une vie digne d'être vécue, — la sécurité et la liberté.

Le Socialiste belge du 3.III.17 dit au sujet des démentis donnés aux nouvelles annonçant la démission du ministre belge Vandervelde :

Si la crise est finie — tant mieux. Si Vandervelde reste, c'est qu'il aura obtenu satisfaction, car, il nous paraît impossible qu'il accepterait de siéger une minute de plus dans un gouvernement, — complice d'abus de pouvoirs sur lesquels nous n'insisterons pas.

Le « *Belgisch Dagblad* » nie à son tour la crise et se demande dans quel intérêt ce bruit a été lancé. Si le journal de M. Du Castillon veut en prendre la responsabilité, nous publierons les détails du conflit.

La Métropole, 3.III.17. — Notre Congo (déclaration du ministre Renkin) :

Je désire déclarer que la Belgique n'admettra jamais la cession à l'Allemagne d'un seul pouce de ses colonies africaines et qu'elle n'abandonnera jamais aucun des espoirs qu'elle a dans l'avenir de ces colonies ne renoncera à l'œuvre de civilisation qu'elle s'est engagée à entreprendre en Afrique.

On parla en 1913 des propositions discutées en ce moment par les Allemands et elles furent à l'époque rejetées avec indignation par l'opinion publique belge; les événements subséquents n'ont fait que renforcer les liens entre la Belgique et son empire colonial.

Il suffit toutefois de rappeler ici les déclarations solennelles faites par toutes les puissances de l'Entente qu'elles emploieraient tous les moyens propres à maintenir l'intégrité des possessions coloniales belges, pour comprendre qu'il ne faut pas attacher la moindre importance aux affirmations allemandes.

Toute idée d'internationalisation de l'Afrique centrale ne peut en aucune façon s'appliquer aux possessions belges dans ce continent.

Patrie belge, 4.III.17. — La question des réfugiés belges en Grande-Bretagne :

Pour faire honneur à nos engagements nous avons tout sacrifié, l'Angleterre donnerait encore mille fois plus que nous qu'elle donnerait encore moins. En secourant les victimes belges, elle fait son Devoir comme nous avons fait le nôtre, sans compter; et ce n'est que Justice.

UN AVIS A MÉDITER

Pour ceux qui en doutent, nous rappellerons la prédiction que faisait, en Russie, le prince Kotchoubey, quelques semaines avant la guerre. Pourrait-on en discuter un instant l'absolue vérité ?

... Alors de deux choses l'une, disait-il, l'Allemagne consentira bénévolement à voir son industrie et son commerce périlclter progressivement ou elle tâchera de trancher la question par la force des armes. C'est à ce moment que la France et la Russie seront obligées de se prononcer, de peser le pour et le contre d'une lutte qui en somme aura « pour objet » la sauvegarde de l'« hégémonie mondiale du commerce » britannique. »

NOUS SOMMES PRISONNIERS

Ces raisons ne seraient-elles pas suffisantes pour démontrer que l'assistance que donne l'Angleterre aux Belges est un devoir sacré,

Censuré

Pour que notre œuvre puisse se réaliser, il serait nécessaire que la lutte atroce et continue que nous devons soutenir pour assurer notre pain quotidien cesse. Pourquoi le sort fait par la Grande-Bretagne aux Belges réfugiés sur son territoire n'est-il pas fixé une fois pour toute, comme il l'est en France, pourquoi les uns, grâce à certaines recommandations, obtiennent-ils tout et les autres rien ?

Je le répète, la question était délicate à traiter, mais connaissant les sentiments amicaux qui animent le gouvernement britannique à notre égard et qui n'ont cessé de se manifester depuis le commencement de la guerre, je garde la conviction qu'il me saura gré de lui avoir signalé cette intolérable situation qu'il ignore certainement et nous pouvons être assurés que conscients des devoirs de solidarité qui unissent fraternellement les peuples alliés, il n'hésitera pas, dans un proche avenir, à y remédier.

SUISSE

L'« Union hellénique » de Genève adresse une supplique au Conseil fédéral pour lui demander de protester contre le blocus de la Grèce établi par l'Entente.

Le *Genevois* rappelle à l'Union les torts de la Grèce envers l'Entente :

Alliée défaillante de la Serbie elle a, le 1er décembre 1916, versé, dans un monstrueux guet-apens, le sang des marins franco-britanniques. Les puissances protectrices et garantes de la Grèce ont agi vis-à-vis de ce pays avec une mansuétude qui fut souvent, — le plus souvent, — duperie. Aujourd'hui les yeux se sont ouverts; des engagements formels ont été pris par la Couronne.

Mais, précisément, la *Suisse* incrédule persiste à croire que ces engagements ne sont pas tenus et que, tout en feignant d'obéir à l'ultimatum des Alliés, le roi Constantin « les roule avec maestria », cependant que l'Union « amuse le tapis :

Non seulement il a eu soin de ne pas dissoudre, malgré ses promesses, les trop fameuses « ligues de réservistes » qui comptent encore vingt mille hommes prêts à tout.

Non seulement il n'a pas refoulé son armée dans le Pélo-

ponèse, comme il s'y était engagé, alléguant avec humour : — « Pas ma faute! Les deux tiers ont déserté. Courez après... »

Mais encore il a renvoyé chez eux, en congé, munis de leurs armes, les soldats dont il avait promis le licenciement, de solides gars qui n'attendent que son signal pour marcher avec les troupes germaniques.

Résultat: quand les Allemands et les Bulgares attaqueront Sarrail, l'astucieux Constantin disposera de soixante mille hommes fortement établis au nord du canal de Corinthe qui couperont les communications de l'armée alliée avec la terre et l'empêcheront d'utiliser le chemin de fer Salonique-Larissa.

Le tour sera joué. L'Entente le sera aussi. Et l'on prononcera, à Paris comme à Londres, d'éloquents discours.

Aussi bien, opine avec sagesse le *Journal de Genève*, la question d'Europe ayant été posée dans son ensemble par ceux qui ont voulu la guerre, doit être résolue dans son ensemble, sous peine de n'aboutir qu'à une paix précaire, qui serait suivie de nouveaux troubles.

Tout se tient dans ce grand tout et — pour prendre un seul exemple — l'indépendance rétablie de la Belgique ne serait qu'une fiction si, à quelques milliers de kilomètres de là la Serbie restait opprimée, car, dans ce cas, le poids

d'une « Central-Europa », s'étendant de Hambourg à la Mésopotamie, pèserait lourdement sur tout le continent.

* * *

L'avance anglaise se poursuit, lentement, mais vivement, sur les deux rives de l'Ancre, avec une continuité dont s'inquiète le *Genevois* qui trouve la situation « troublante » et déclare impossible d'évaluer « la portée immédiate des succès britanniques » :

Seule la défense ou l'abandon de Bapaume pourra apporter un peu de clarté dans le mystère. Si Bapaume est abandonné, on inclinera à croire que c'est bien à une bataille en rase campagne que les Allemands provoquent leurs adversaires en les conviant de les suivre dans la direction de Cambrai; si Bapaume est, au contraire, défendu obstinément, on pensera que les Allemands ont abandonné leurs premières positions afin de chercher à enrayer l'avance anglaise sur une ligne mieux appropriée à une longue défensive. Il pourrait arriver alors que l'offensive allemande attendue se déclençât dans les Flandres.

Tout cela appartient à l'énigmatique Demain.

En tous cas, la rédaction des communiqués allemands présentant les échecs comme des manœuvres « réglées à l'avance », inspire à la Suisse des commentaires empreints d'une joviale irrévérence :

Les Allemands annonçaient, la semaine dernière, qu'ils avaient « conformément à leur plan », abandonné aux Anglais des tranchées sur l'Ancre, parce qu'elles étaient « pleines de boue ». L'explication ne tromperait pas même un substantif neutre. Encore fallait-il la trouver. Et, à moins qu'on ne nous prouve que l'Ancre est tout particulièrement boueuse, il n'y a pas de raison pour que les Allemands se cramponnent plus longtemps à leurs autres tranchées du front de France, où les conditions d'« inconfort » doivent être identiques. Les Alliés se chargeront bien de les nettoyer.

Mais la virtuosité des commentaires turcs est, sur ce point, inégalable :

Leur façon de ne pas avouer la perte de Kul-el-Amara vaut une symphonie catastrophique de Richard Strauss. « Conformément au plan », bien entendu, ils ont fait avancer en arrière leurs héroïques troupes, pour aller rejoindre les renforts qui les attendaient à quelques kilomètres de là, sans que l'ennemi se fût aperçu de cette glorieuse manœuvre...

On peut souhaiter que cette tactique nouvelle soit adaptée à tous les fronts par l'Allemagne et ses satellites. Quand les renforts de Hindenburg attendront sur le Rhin et sur la Meuse, les armées franco-anglaises seront peut-être bien vaincues. Mais la Belgique et la France seront libérées, et c'est l'essentiel.

Ensuite, « rien ne s'opposera à ce que les renforts allemands aillent faire l'attente à Berlin. »

* * *

Basler Nachrichten, 1.III.17. — Bulletin :

Il n'est pas invraisemblable que l'expectative du président Wilson soit due à des rapports sur des succès insoupçonnés de la guerre des sous-marins. Aussi bien pour l'Allemagne que pour l'Amérique, l'entrée en guerre de cette dernière n'aurait aucune raison d'être, si l'entente se trouvait tout près de la catastrophe. C'est là une pensée que nous inspire l'optimisme du chancelier. Nous ne savons pas si cet optimisme est fondé. Nous n'oublions pas non plus qu'à tout moment un hasard malheureux peut mettre

fin à toute volonté pacifique des dirigeants des deux Etats intéressés.

Berner Tagblatt, 1.III.17. — La neutralité de la peur :

Gustave Hervé a reproché à la Suisse de poursuivre une neutralité de la peur parce qu'elle n'a pas suivi l'invitation de Wilson, et n'a pas rompu ses relations avec l'Allemagne. Il s'imagine que l'orgueil de beaucoup de Suisses qui ont encore une goutte du sang de Tell dans les veines aura de la peine à accepter cela. C'est ce qu'il arrive lorsque la presse d'un pays est servie par des gens qui n'ont aucune notion de ce que sont d'autres pays et d'autres peuples. Hervé a été induit en erreur par la presse « welsche ». Cette dernière, par ses insinuations continuelles contre l'Allemagne lui a donné, ainsi qu'à ses compatriotes, l'impression que la Suisse attendait aussi impatientement (trad. littéraire: ne pouvait pas attendre) le moment de déclarer, elle aussi, la guerre au pays hai.

Approuvant la politique de non intervention suivie par le Conseil fédéral, le *Berner Tagblatt* continue :

Cette politique n'a rien à voir avec la peur ou la crainte. Nous n'avons jamais eu peur et nous pensons que ce sentiment sera toujours loin de nous. Notre neutralité est une conviction et ne se laisse influencer ni par la haine ni par la peur. Le reproche d'Hervé a déchainé des impressions très désagréables dans la Suisse occidentale.

Der Bund, 1. III.17. — Bethmann-Hollweg sur la politique intérieure et extérieure :

Il n'y avait aucune probabilité que le chancelier allemand parla de la question de la paix au Reichstag, au moment où les armées de toutes les puissances belligérantes se préparent pour les grandes batailles finales. Il s'est gardé de faire, dès maintenant, des promesses, ou de mentionner des conditions de paix particulières. Tout cela serait prématuré. Il a toutefois indiqué quelques buts de guerre, ceux de jadis, mais aucun nouveau. Le premier de ces buts, ardemment désiré également par le parti adverse, est une paix durable. Si des deux côtés, il existe une même volonté pour atteindre ce but, les moyens d'y parvenir sont totalement divergents. Chaque camp affirme qu'une paix durable ne sera possible que si il est désormais à l'abri d'une nouvelle agression. Or, comme chaque adversaire prétend être attaqué tandis que l'autre est l'agresseur, aucun accord n'est encore possible aujourd'hui sur ce point.

Le second but de la guerre indiqué par le chancelier, est une indemnité pour les préjudices subis. C'est aussi une condition posée avec une égale fermeté par l'adversaire.

Troisièmement, enfin, la création d'une forte Allemagne dont la vie et l'avenir soient assurés. Le chancelier n'a pas indiqué comment il compte atteindre ce but. Pense-t-il y arriver par l'extension des frontières ? ou par d'autres garanties ? On ne le sait. Il s'est intentionnellement limité aux points de vues généraux.

Neue Zürcher Zeitung, 2.II.17. — Bulletin hebdomadaire étranger :

Pendant ce temps le blocus de la Grèce continue toujours. Le but que l'Entente poursuit paraît de moins en moins clair. Les conditions posées en leur temps peuvent être considérées comme en grande partie exécutées; malgré cela le blocus est maintenu. Les suppositions des Grecs germanophiles seraient-elles fondées, lorsqu'ils disent que l'Entente exige non seulement des sécurités pour la conduite de sa guerre dans les Balkans, contre une attaque par trahison des troupes grecques, mais aussi qu'elle a des vues politiques à plus longue échéance; peut-être chercherait-elle à amener un changement complet de gouvernement.

Revue suisse d'Exportation, 3.III.17. — Le rôle du citoyen suisse à l'étranger après la guerre:

D'après une statistique publiée dans cette revue le 14 Février 1914, il vit à l'étranger au moins 400.000 Suisses dont 14,5 % sont commerçants. En d'autres termes, nous avons 58,000 commerçants suisses à l'étranger. Quel essor pourrait prendre notre industrie, si la majeure partie de ces négociants travaillaient dans l'intérêt de l'industrie suisse ! Vu les sentiments de nationalités beaucoup plus exprimés en raison de la guerre, tous les peuples s'appuyent sur leur nationaux à l'étranger pour le développement de leur commerce et de leur industrie. Nos nationaux à l'étranger ne pourront pas se tenir en arrière s'ils ne veulent causer les plus grands dommages à leurs industries nationales.

Le Berner Tageblatt du 3.III.17, publie sous le titre « Une conspiration », un article où il déclare que ceux qui disposent des câbles et des grandes agences télégraphiques possèdent un avantage énorme sur ceux qui sont condamnés au silence. Il y a donc lieu de supposer que les agences Reuter et Havas continueront à présenter la tentative de l'Allemagne de chercher un allié dans le Mexique comme un méfait énorme. Le journal ajoute :

... Nous trouvons le procédé de l'Allemagne si naturel que nous ne doutions pas de la réalité de ce document. Wilson agit depuis si longtemps le spectre de la guerre, que l'on pourrait vraiment accuser la diplomatie allemande d'incapacité si, dans cette éventualité, elle n'avait pas cherché à se ménager des alliés. Ce qui est bon pour l'un l'est aussi pour l'autre. Si l'Angleterre a excité un lointain Etat mongol, le Japon, contre les Allemands, l'empire allemand peut tout aussi bien contracter une alliance avec le Mexique, Etat qui est de même organisé d'une façon un peu exotique.

Journal de Genève, 6.III.17. — La Belgique libre sous le joug :

Tel est, en résumé, l'aspect politique de la Belgique exilée.

TURQUIE

Hilal, 24.II.17. — Deux discours sur les buts de guerre :

Ce qui frappe avant tout dans le discours de M. Bonar Law, c'est la série de dénégations dont sa déclaration est faite : « Nous ne combattons pas, a dit le ministre anglais, « pour un accroissement territorial, ni même pour l'obtention d'une victoire glorieuse; nous combattons pour faire « comprendre à une caste qui a perpétré ces crimes que « ceux-ci ne peuvent être rachetés. » Cette affirmation nous a plongé, nous l'avouons, dans une absolue stupeur. Notre surprise n'a pas son origine dans l'ignorance : nous connaissons depuis longtemps la tranquille audace avec laquelle les dirigeants de l'Entente affrontent la vérité, et l'art vraiment subtil qui les sert quand il s'agit de la dissimuler. Nous n'imaginons cependant pas que ces gens pourraient être amenés à se contredire d'une manière évidente comme l'a fait le collaborateur de Lloyd George. La contradiction apparaît tout entière lorsqu'on rapproche les paroles de Bonar Law des conditions de paix de l'Entente formulées dans la note adressée à M. Wilson. L'ensemble de ces conditions constitue le plus vaste plan de conquêtes territoriales qu'on ait jamais ébauché jusqu'ici. Ainsi

Un gouvernement de conciliation, qui exerce, en l'absence du parlement, des pouvoirs autocratiques. Une masse désœuvrée qui, à défaut de contrôle parlementaire, se sent investie d'un droit de critique illimité, tempéré seulement par une ardente volonté de vaincre. Ce sentiment domine et surmonte les querelles personnelles et c'est lui qui donne aux Belges dispersés leur unité morale.

Au pays, sous l'œil de l'opresseur, les mêmes problèmes se posent. Dans les petits cercles où l'on peut parler librement, entre quatre murs, les mêmes discussions se déroulent sans doute. La réforme militaire, la neutralité, l'avenir économique du pays et le flamingantisme sont les questions nationales auxquelles chacun accroche ses espoirs. Armes d'opposition au dehors, elles sont ici les consolations du patriotisme, et il est naturel que les occupants aient tenté de canaliser les mouvements d'opinion que ces problèmes suscitent, d'en monopoliser le profit.

La Gazette de Lausanne 7.III.17. — Le Roi de Monténégro.

Le rêve austro-hongrois et bulgare serait de laisser subsister un Etat monténégrin à côté d'un Etat serbe afin de les exciter l'un contre l'autre : « diviser pour régner ».

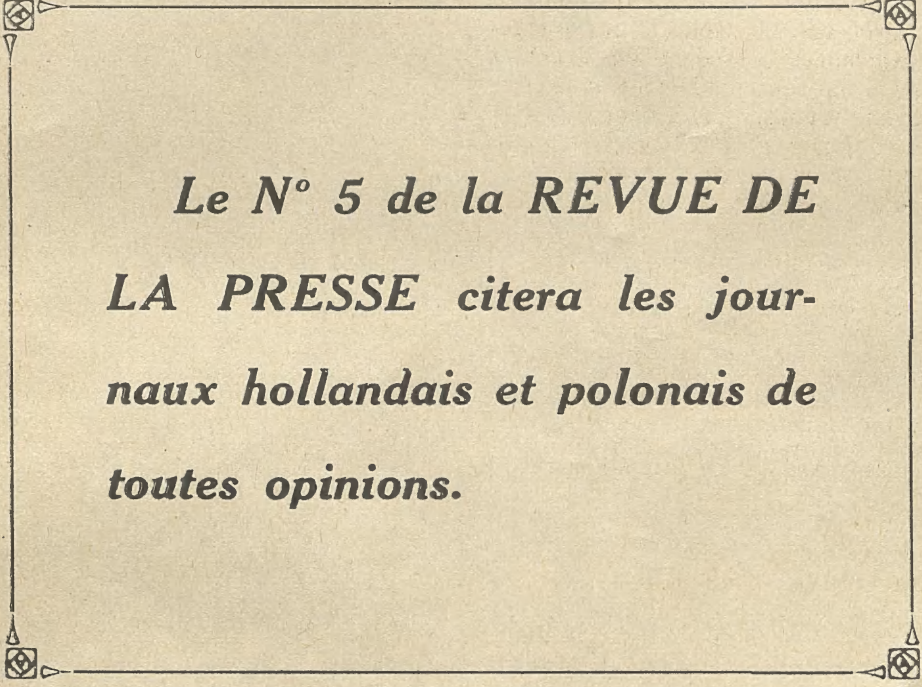
Sommé par son président du conseil, M. Radovitch, de se prononcer une fois pour toutes, le roi de Montenegro a formellement refusé, il y a quelques jours, d'adhérer à l'Union yougo-slave. Sur quoi M. Radovitch a démissionné avec éclat. Il a reçu, sitôt après sa démission, un ordre russe très envié, la grande croix de l'Aigle blanc. Par cette manifestation, le tsar russe montre clairement ce qu'il pense du roitelet balkanique qui devrait avoir tant de gratitude envers la Russie et qui la récompense aujourd'hui si mal de tout ce qu'elle a fait, politiquement et financièrement, en faveur du Montenegro.

Aux dernières nouvelles, le roi Nicolas avait de nouveau un ministère, mais, en vérité, singulièrement composé. Le ministre des affaires étrangères est un commandant qui n'a jamais été au feu et qui est le fils d'un austrophile notoire; un autre des nouveaux ministres, M. Stanicha Illitch, a été officier dans l'armée autrichienne. Les nouveaux ministres monténégrins ne représentent d'aucune façon l'opinion régnante au Montenegro. Ils sont uniquement les créatures du roi Nicolas désireux de garder sa couronne et comptant pour cela sur Vienne et Berlin.

la paix devrait, suivant nos ennemis, assurer d'importants territoires situés au cœur même de l'Europe, à l'Italie, à la France et à la Russie. Quant à l'Angleterre, sa part est représentée par les colonies allemandes hors d'Europe, sur lesquelles elle a déjà si perfidement mis la main. Comme si, par l'effet d'une étrange maladie mentale, il avait complètement oublié cette déclaration solennelle de l'Angleterre et de ses alliées, le principal collaborateur de M. Lloyd George ne aujourd'hui toute velléité de conquête et il prétend que les adversaires de l'Allemagne n'ont pas le désir de faire des acquisitions territoriales ! Ce serait un exemple typique d'amnésie si ce n'était là une nouvelle et frappante preuve de cette insincérité et de cette déloyauté qui caractérisent nos ennemis.

A ces paroles du ministre anglais, celles du comte Tisza s'opposent vivement par leur netteté, leur franchise et la parfaite loyauté dont elles portent l'empreinte.

« Nous voulons, a dit le président du Conseil hongrois, une paix qui n'humilie personne et qui ne lèse les « intérêts vitaux d'aucun des groupes belligérants. Nous « désirons une paix qui ne suscite pas des idées de revan- « che. »



*Le N° 5 de la REVUE DE
LA PRESSE citera les jour-
naux hollandais et polonais de
toutes opinions.*

